

MOTIONS ÉCONOMIE 4.0

Recueil de toutes les motions déposées
au 09.02.2018 et les recommandations
du Comité directeur du 16.02.2018



CONCEPT ÉCONOMIQUE : NOUS SOMMES EN BONNE VOIE

Récapitulatif :

En août 2017, le Comité directeur du PS suisse définissait une mission claire : un nouveau concept économique doit émerger, définissant ainsi la base de la politique économique socialiste des dix prochaines années. À l'opposé des précédents concepts élaborés en 1995 et 2006, celui-ci doit cependant être plus concis et précis : plutôt que de mettre en lumière et de prendre position sur tous les aspects de la politique économique, nous voulons nommer et analyser les tendances principales et formuler nos recommandations concrètes. Pour faciliter une plus grande attention de la population, nous accentuerons notre travail sur une structure claire et un langage accessible à toutes et tous.

Le projet a pris naissance lors de la séance de « *kick off* » du 26 août, avec des intervenant-e-s spécialisés de très haut niveau. Le premier apport a été livré par quatre groupes de travail composés de bénévoles issus de toutes les structures du parti. Se basant sur des blocs thématiques rédigés par le groupe de pilotage du projet, ils ont formulé leurs idées et ont livré leurs quatre rapports. Le groupe de pilotage a rassemblé le contenu des rapports, en a conçu un papier de synthèse avec le titre : « Économie 4.0 ». Par la suite, lors de la rencontre du 3 février à Berne, nous avons offert la possibilité à tous les camarades intéressés de compléter le papier avec leurs idées. Nous avons également consulté des expert-e-s et ajouté leurs remarques.

Le rôle de l'AD

L'Assemblée des délégué-e-s doit désormais se pencher sur ce papier de synthèse (titre du document « économie 4.0). L'instrument de la motion permet aux délégué-e-s, lors de cette phase déjà, de suggérer leurs propositions de modifications, compléments ou nouvelles priorités. Cette possibilité a été largement utilisée : lors du délai pour le dépôt, 60 motions nous sont parvenues.

Cela promet un débat animé et intense.

La suite des opérations

Le papier de synthèse sera remanié par le groupe de pilotage après l'AD et complété avec les résultats de l'AD (motions acceptées). Le papier de synthèse retravaillé sera ensuite transmis à des expert-e-s tout comme aux secrétariats politiques, qui élaboreront et proposeront des recommandations concrètes en accord avec les impulsions formulées. C'est

sur les recommandations formulées que le groupe de pilotage élaborera un premier projet du concept économique réactualisé, tel qu'il devra être présenté au Congrès.

Ce premier projet du concept économique sera remis avec ses recommandations concrètes à trois nouveaux groupes de travail à former (composé des membres des quatre groupes de travail existants). En raison du manque de parité hommes-femmes au sein des groupes de travail, nous ne tiendrons compte que des candidatures féminines pour les nouveaux GT. Ces trois groupes compléteront, modifieront et ajusteront les recommandations.

Le groupe de pilotage formulera ensuite, à partir des résultats des GT, le projet définitif du nouveau concept économique, qui sera présenté en premier lieu aux sections, aux Partis cantonaux et aux organes du PS. *In fine*, tous les délégué-e-s du Congrès auront encore la possibilité de formuler leurs motions et de les soumettre au Congrès.

La décision finale appartiendra au Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2018. Il validera le nouveau concept économique, à temps pour le lancement de la campagne des élections fédérales 2019.

Je me réjouis de ce débat animé.

Salutations,



Beat Jans, conseiller national
Coordinateur du projet concept économique

DÉBAT D'ENTRÉE EN MATIÈRE

Motion 1

Name MotionärIn: Fabian Molina

Forderung: Sämtliche von der DV behandelten Papiere sind antragsberechtigt.

Begründung:

Das Wirtschaftskonzept legt den Grundstein für die Wirtschaftspolitik der SP Schweiz für mindestens die nächsten zehn Jahre. Entsprechend ist eine fundierte und demokratische Behandlung des Papiers von grosser Wichtigkeit. Dennoch beschloss die GL keine Anträge ans Papier „Wirtschaft 4.0“ zuzulassen und führte stattdessen das bisher unbekannte und weit unverbindlichere Instrument so genannter „Motionen“ ein. Für die demokratisch gewählten Delegierten ist es wichtig und entspricht den Statuten der SP Schweiz, dass sie auf die Ausrichtung der SP direkt Einfluss nehmen können. Mit Anträgen auf konkrete Textstellen ist dies besser möglich, als mit unverbindlichen Anregungen ans ganze Papier.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Les motions concernant un papier traité par une Assemblée des délégué-e-s sont réellement des instruments particuliers. Selon le Comité directeur, l'utilisation de cet instrument, tel que proposé, a du sens. Le papier présenté est une étape intermédiaire vers le document final, qui doit être validé par le Congrès de décembre. Comme indiqué, la procédure de travail se poursuivra après l'AD, les ajustements pourront et devront encore être apportés. C'est pourquoi le dépôt de motions contraignantes liées à des points précis du texte du papier actuel serait inefficace et impraticable. De telles motions pourront être déposées lors de la version finale qui sera soumise au Congrès.

MOTIONS SUR LE CONTENU

MOTIONS SUR LA THÉMATIQUE DE LA NUMÉRISATION

Motion 2

Nom du ou de la motionnaire : Luc Rochat / NE

Titre : *Favoriser le développement et l'utilisation de logiciels libres (opensource)*

Demande : Étudier les apports bénéfiques des logiciels libres et définir une action pour promouvoir ce mouvement.

Exposé des motifs :

« Quand les utilisateurs ne contrôlent pas le programme, c'est le programme qui contrôle les utilisateurs. »

Le chiffre d'affaires des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) ne cesse d'augmenter : au total, plus de 648 milliards de dollars en 2017. Leurs valeurs boursières cumulées s'élèvent à 3 664 milliards de dollars, soit plus que le PIB de l'Allemagne en 2016¹, la 4^e puissance économique mondiale. Les logiciels propriétaires qu'ils imposent peu à peu à l'ensemble de la planète et tout spécialement à la Suisse

- coûtent des dizaines de millions de francs chaque année à notre pays (sommées colossales qui quittent notre espace économique) ;
- quand ils sont gratuits, aspirent les données des utilisateurs pour les stocker sur des serveurs américains qui permettent alors à ces entreprises d'en connaître plus sur leurs utilisateurs que les utilisateurs eux-mêmes.

Or, depuis 30 ans, un mouvement essaie de libérer les utilisatrices et les utilisateurs d'outils informatiques de cette emprise menaçante : la démarche des logiciels libres, c'est-à-dire des applications informatiques qui n'appartiennent à personne, mais que chacun peut s'approprier. Le code informatique est ouvert, ce qui permet aux millions d'informaticiens de par le monde de l'examiner, d'y découvrir éventuellement des bugs ou des failles et de l'améliorer. Ainsi les logiciels libres sont en général de meilleure qualité que les logiciels propriétaires ; ils renforcent la sécurité dans la mesure où les codes informatiques peuvent, en tout temps, être contrôlés par des spécialistes qui dénonceraient les tentatives d'appropriation de données. Par ailleurs, les logiciels libres favorisent les emplois locaux plutôt que de payer des licences à des entreprises étrangères.

¹ <http://www.rts.ch/info/sciences-tech/9302872-la-puissance-economique-des-geants-du-net-a-encore-cru-en-2017.html>, 2.2.2018

De nombreux pays ont franchi le pas. Par exemple, la gendarmerie française a, dès 2001, équipé toutes ses machines (serveurs et ordinateurs personnels) de logiciels libres. On estime que le marché du logiciel libre dépassera les 25 milliards d'euros en 2020².

À l'opposé, la Suisse est un des pays les plus en retard dans le domaine du logiciel libre.

Malheureusement, force est de constater que le PSS s'est montré fort timoré jusqu'ici face à cette problématique et que nous ne trouvons nulle part dans le document Économie 4.0 la mention des logiciels libres. C'est pourtant un mouvement qui privilégie la collaboration plutôt que la compétition, la transparence plutôt que l'opacité, la générosité plutôt que la cupidité, soit les valeurs qui animent les membres de notre parti.

Dès lors, nous demandons à ce que les groupes de travail « Économie 4.0 » se penchent sur cette problématique et fassent des propositions d'actions pour développer, dans l'économie suisse, les logiciels libres.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : le thème logiciels libres a été traité de manière explicite dans le papier de position « politique liée à internet » et validé lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 5 décembre 2015 à Saint-Gall. Ce point sera désormais également, et de manière explicite, mentionné dans le papier de position.

Motion 3

Name Motionärlin: SP Kanton Aargau

Titel: Netzneutralität

Forderung: Es fehlt an Inhalten im Bezug zum Thema Netzneutralität.

Begründung:

Das Papier zum Thema Wirtschaft 4.0, dass den Einbezug des Internets in den Wirtschaftskreislauf berücksichtigt, muss ebenfalls auf das Thema Netzneutralität eingehen. Ohne Netzneutralität würde eine Wirtschaft mit verschiedenen langen Spiessen entstehen, die wiederum zu einer Machtdifferenz zwischen den einzelnen Wirtschaftsteilnehmern führt.

² <https://www.developpez.com/actu/180512/La-France-sacree-championne-d-Europe-du-logiciel-libre-et-de-l-open-source-devant-l-Allemagne-et-le-Royaume-Uni/>, consulté le 3.2.2018

Motion 4

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Netzneutralität gehört zu einer nachhaltigen digitalen Infrastruktur (polit. Stossrichtung Nr. 5)

Forderung: Die politische Forderung „Nachhaltige und digitale Infrastruktur ausbauen“ darf die Forderung nach Netzneutralität nicht nur umschreiben, sie muss auch explizit erwähnt werden.

Begründung:

Wenn Kommunikationsnetze für alle zugänglich sein sollen, so ist die Netzneutralität eine wesentliche Voraussetzung, um dies zu gewährleisten.

Proposition du Comité directeur concernant les motions 3 et 4 : acceptation

Remarque : La demande concernant la neutralité du réseau a été traitée de manière explicite dans le papier de position « politique liée à internet » et validé lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 5 décembre 2015 à Saint-Gall. Ce point sera désormais également et, de manière explicite, mentionné dans le papier de position.

Motion 5

Name MotionärlIn: Michel Ketterle, SP Wil SG

Titel: Digitalisierung: Sichere Infrastruktur

Forderung: Bei den Investitionen (Kap. 4a, Stossrichtung 5.) ist der Sicherheit der Infrastruktur Beachtung zu schenken.

Begründung:

Bei der Darstellung der Digitalisierung (Kap. 3.1) wird richtigerweise auf die Abhängigkeit der digitalen Wirtschaft vor Stromausfällen und Cyberangriffen hingewiesen. Bei den Stossrichtungen geht dieser Aspekt bedauerlicherweise verloren, bei der Überarbeitung des Papiers sollte hier nachgebessert werden.

Gerade für die kleinen KMU stellen sichere IT-Infrastrukturen eine wichtige wirtschaftliche Rahmenbedingung dar. Es ist relativ teuer für Unternehmen heraus zu finden wie die IT-Systeme sicher gemacht und abgesichert werden müssen, teilweise interessieren sich Unternehmen nicht ausreichend dafür. Der Bund sollte (Kap 4.a.1) die Forschung und Ausbildung im Bereich Datensicherheit und Schutz in diesem Bereich vom Schüler bis zum Fachmann aktiv fördern damit entsprechende Denkweisen und Strategien noch stärker in den IT Alltag einfließen. Zudem sollten bei Angriffen auf Infrastruktur auch die Anbieter von Computer Systemen aktiv in die Pflicht genommen werden. IT sollte bei der

Produkthaftpflicht keine Ausnahme sein. Softwarefehler müssen! innert nützlicher Frist behoben werden.

Zur Stärkung des Wettbewerbs sollten sämtliche Informationen und Regelungen technologie-neutral und Schnittstellen lizenzkostenfrei angeboten und leicht nutzbar sein. Dies kommt den Unternehmen zugute welche leichter und kostengünstiger auf neue Technologien wechseln können und sorgt für eine gesunde Konkurrenz weil eine Monopolbildung erschwert wird.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Remarque : Le thème de la sécurité sur internet a été traité de manière explicite dans le papier de position « politique liée à internet » et validé lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 5 décembre 2015 à Saint-Gall. Ce point sera désormais également et, de manière explicite, mentionné dans le papier de position. La demande pour plus de vigilance quant à la vulnérabilité des réseaux numériques sera reprise dans le cadre de la suite de la procédure, le cas échéant incluse dans l'orientation, et fournira une base pour une exigence propre.

Motion 6

Name MotionärlIn: JUSO (Ronja Jansen, Luana Schena, Lewin Lempert, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Dario Engeloch, Nadia Kuhn)

Titel: Digitalisierung geht nur mit mehr Demokratie!

Forderung: Technologischen Fortschritt hat es schon immer gegeben. Vor diesem Hintergrund müssen wir auch die Digitalisierung betrachten. Historisch hat unsere Gesellschaft auf technologischen Fortschritt und dadurch verursachte Produktivitätsfortschritte schon immer auf dieselbe Weise reagiert: Durch eine Verkürzung der Arbeitszeit. Dies muss auch heute ein wichtiger Teil unserer Antwort auf die Digitalisierung sein.

Bildungs- und Weiterbildungsmöglichkeiten für alle Menschen sind zwar begrüßenswert, doch unsere Perspektive auf die Herausforderungen der Digitalisierung darf nicht in der kurzsichtigen nationalstaatlichen Wettbewerbslogik verbleiben. Es geht nicht darum, dass Schweizer Arbeitende ausländische Arbeitende im Zuge der Digitalisierung ausstechen können. Damit folgen wir der gefährlichen rechten Erzählung, wonach der Interessensgegensatz in unserer Gesellschaft entlang von Landesgrenzen verläuft, statt die Trennlinie dort zu verorten, wo sie ist; zwischen Besitzenden und Arbeitenden.

Die Digitalisierung verschärft in erster Linie die Frage danach, wer vom technologischen Fortschritt profitiert. Solange die Macht über die Produktionsmittel in den Händen einiger weniger liegt, führt sie zu einer enormen Zunahme des Machtungleichgewichts zwischen jenen, die Kapital besitzen und über die Produkte des technologischen Fortschritts verfügen können und jenen, die für ihren Lebensunterhalt arbeiten müssen.

Die Frage die sich durch die Digitalisierung verschärft, ist deshalb jene nach dem Eigentum an den Produktionsmitteln. Unsere direkte Antwort darauf muss die Demokratisierung der Wirtschaft sein.

Nur so können wir sicherstellen, dass alle Menschen über den gemeinsam erwirtschafteten Mehrwert bestimmen können.

Begründung:

Technologischen Fortschritt hat es schon immer gegeben, als Teil dessen müssen wir auch die Digitalisierung betrachten. Die Digitalisierung an sich ist weder gut noch schlecht, entscheidend ist, wer über ihre Technologie bestimmen darf. Die Digitalisierung verschärft die urpolitischen Fragen nach Macht und Mitbestimmung in einer Gesellschaft. Diese Sichtweise zeigt auf, wie dringlich eine sozialdemokratische Wirtschaftspolitik ist und legt die selbstzerstörerischen Tendenzen eines Wirtschaftssystems offen, dass die Reichen reicher macht und die Armen ärmer.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : La démocratisation de l'économie est évidemment d'une importance fondamentale, ceci en considération des modifications liées au numérique. Cet aspect est notamment évoqué dans l'analyse et au chapitre 3.1. Le papier mentionne également l'extension du droit et de la possibilité de cogestion (axe 13) tout comme une diminution du temps de travail (axe 2). Les deux sujets seront développés concrètement lors de l'élaboration future du papier de position. Lors d'une assemblée organisée par le PS et des syndicats les 8 et 9 mars 2018 à Berne, les piliers fondamentaux d'un modèle de participation suisse seront discutés et déterminés. Les résultats seront évidemment inclus dans le papier de position.

Motion 7

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Dringend notwendige Ergänzungen im Kapitel zur Digitalisierung

Forderung: In der Analyse zur Digitalisierung fehlen folgende Punkte:

- Verstärkte Monopolisierungstendenzen (in manchen Bereichen wie z.B. dem Personentransport wird Wettbewerb in gewissen Bereichen durch die technologische Entwicklung ineffizient; am effizientesten wäre es, wenn alle Fahrzeuge, die Personen transportieren, von einer App erfasst werden)
- Bei den Chancen fehlen:
- Durch diese technologische Entwicklung und die Monopolisierungstendenzen können neue natürliche Monopole entstehen. Dadurch wird eine Voraussetzung für die Ausweitung des service public geschaffen.
- Neue partizipative / genossenschaftliche Formen der Sharing economy können zur Demokratisierung der Wirtschaft beitragen.

Bei den Risiken fehlen folgende Punkte:

- Verlust von Privatsphäre und Ermöglichung von Datenmissbrauch bis hin zu totaler Überwachung.
- Extrem unfairer Wettbewerb, massive Deregulierung von Arbeitsbedingungen, offensichtliche Steuerhinterziehung im legalen "Grau – bis Schwarzbereich", Zerstörung des Arbeitsrechtes, massiver Lohnabbau (Stichwort "Uberisierung")
- Grosse Monopolrente und Macht über Unmengen von Daten für einige wenige Plattform-Betreiber

Begründung:

Da fehlen einfach zu viele zentrale Aspekte.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Les problèmes identifiés sont déjà partiellement évoqués dans le papier de position. Le chapitre 2.1.4 aborde le sujet de l'économie des plateformes. L'échange d'information est également mentionné (chapitre 3.1.1). Le thème de la numérisation sera de toute manière approfondi dans le processus des travaux futurs. La Présidence a déjà commandé une étude sur le sujet. Il s'agira d'apporter une attention particulière à la monopolisation, soit aux réponses socialistes (p. ex. expansion des services publics).

Motion 8

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Soziale Strukturen in der digitalisierten Welt sichern

Forderung: Das Thema der sozialen Vereinsamung und der Rückzug einzelner Personen werden nicht erwähnt.

Begründung:

Obwohl schon heutzutage bekannt ist, dass die Digitalisierung zu Vereinsamung im privaten Umfeld führen kann, wird dieser Aspekt im Papier nicht erwähnt. Insbesondere wenn die Arbeit ausschliesslich in den eigenen vier Wänden stattfindet, wird der soziale Austausch zu kurz kommen. Dieses Problem besteht zum Teil bereits in Japan.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le problème de l'isolement social est déjà évoqué au chapitre 3.1.2. Il ne doit cependant pas être développé davantage. Les raisons sont particulièrement diverses. Le processus d'individualisation sociale est en cours depuis des années et a été véritablement encouragé par la politique néolibérale. Tout au plus, la numérisation renforce cet aspect. Parallèlement, les possibilités de communication numérique peuvent aussi stimuler les échanges sociaux. Pour finir, le CD estime que le papier de position n'est pas adéquat pour thématiser des sujets de politique sociale.

Motion 9

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Chancen der Digitalisierung für Menschen mit Behinderung

Forderung: Bei den Chancen der Digitalisierung soll ausgeführt werden, welches Potenzial die Digitalisierung für Menschen mit Behinderung haben. Z.B. können sie viel einfacher ihre Besorgungen tätigen (Onlineeinkauf) oder sich auf dem Laufenden halten (Onlinenews). Voraussetzung dazu ist ein barrierefreier Zugang ins Internet (Forderung).

Begründung:

Die Digitalisierung unterstützt Menschen mit Behinderung nur, wenn sie barrierefrei ist. Im Sinne „für alle statt für wenige“ muss dies der SP ein Anliegen sein.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 10

Name MotionärlIn: Yvonne Beutler (Reformorientierte Plattform)

Titel: Digitalisierung: Chancen höher gewichten als die Risiken

Forderung: Das Potenzial und die Chancen der Digitalisierung für die Wirtschaft und die Menschen sind besser herauszuarbeiten.

Begründung:

Die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft hängt bereits seit Jahrzehnten stark von ihrem technologischen Vorsprung gegenüber ihrer Konkurrenz ab. Der Wohlstand der Schweiz kann nur Bestand haben, wenn die schweizerische Wirtschaft in der Digitalisierung weltweit an der Spitze bleibt. Die Voraussetzungen dazu sind ausgezeichnet. Das Wirtschaftskonzept der SP Schweiz muss sich deshalb zuerst der Frage widmen, welche Rahmenbedingungen in Zukunft gelten müssen, damit diese Spitzenstellung gehalten werden kann.

Dem gegenüber bleibt die Haltung der SP zum Thema (Kap. 3.1) defensiv und ambivalent, die Chancen werden gegenüber den Risiken zu wenig herausgearbeitet. Es ist die Aufgabe der SP, diese Entwicklung positiv zu begleiten und sich dafür einzusetzen, dass die rechtlichen und sozialen Rahmenbedingungen auf die Bedürfnisse der Menschen ausgerichtet werden. Zum Beispiel soll der Gesetzgeber das Arbeits- und das Sozialversicherungsrecht so anpassen, dass die bisher nicht bekannten Formen der Quasi-Selbständigkeit in der Plattformökonomie einbezogen und die Menschen arbeitsrechtlichen und sozialen Schutz geniessen können. Es kann also nicht darum gehen, neue innovative Formen der wirtschaftlichen Organisation abzuwürgen, sondern die Rahmenbedingungen anzupassen. Oder es soll durch die Unternehmen, durch die Arbeitslosenversiche-

rung und durch weitere Massnahmen die Menschen mehr Gelegenheiten geboten werden, sich über ihr angestammtes Berufsfeld hinaus weiterzubilden, damit sie mit dem digitalen Wandel mithalten können.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le chapitre 3.1 contient une présentation différenciée des chances et des risques. Les propos de la motionnaire concordent en grande partie avec les axes esquissés dans le papier de position. Une pondération systématiquement plus élevée des chances par rapport aux risques de la numérisation ne semble pas conforme, aux yeux du CD, à la stratégie socialiste. Le fait est que la numérisation dans le monde du travail, dans les conditions actuelles, représente un risque pour de nombreuses personnes. L'objectif premier du PS est que la mutation numérique soit conçue d'une manière démocratique, internationalement équitable et dans l'intérêt commun. Le renforcement de la formation continue est intégré au papier de position (axe 1) et offre une base pour des exigences plus précises. Vouloir rendre les forces de travail « *fit* » pour les rendre aptes à suivre la mutation numérique est, selon le CD, un point de vue incomplet et unilatéral.

Motion 11

Nom du ou de la motionnaire : PS Ticino / Ornella Buletti

Titre : combattiamo il precariato tramite misure per regolare le cosiddette forme di lavoro atipico

Demande : Il documento economia 4.0 dovrebbe approfondire l'aumento del cosiddetto lavoro atipico che è spesso causa di precariato. Il lavoro su chiamata, interinale, il crowd working e l'homeworking sono in aumento. Spesso chi fa del lavoro atipico ha bassi salari, una scarsa protezione sociale, ha orari irregolari e dispone di scarsa protezione sul lavoro.

Exposé des motifs : I tentativi di limitare il lavoro a prestito (lavoro interinale) e su chiamata e di creare una regolamentazione che eviti una pressione sulle condizioni di lavoro portati avanti a livello federale sono finora stati infruttuosi. Eppure queste forme di lavoro sono in aumento, complice anche un cambiamento del mondo del lavoro dovuto alla digitalizzazione ed è in molti casi causa di precarietà. Riteniamo che il documento economia 4.0 dovrebbe approfondire meglio questo capitolo introducendo anche delle proposte specifiche in tal senso. Benché si affronti il tema del crowd working in diverse parti del documento, ci vorrebbe un approfondimento sulle varie forme di lavoro atipico (lavoro interinale, su chiamata e a prestito). In Ticino questo fenomeno è molto presente, ci accorgiamo infatti che sempre più giovani lavorano in situazioni di precarietà spesso a causa del lavoro atipico. Verosimilmente però l'incremento di queste forme di lavoro tocca diverse regioni svizzere. Le donne sono spesso colpite da forme di lavoro precario, ciò che fa aumentare le disuguaglianze di genere.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 12

Name MotionärIn: SP Kanton Aargau

Titel: Digitale Währungen

Forderung: Digitale Währungen im Papier berücksichtigen.

Begründung:

Die digitalen Währungen könnten die Bankensysteme auf der ganzen Welt in ihren Grundfesten erschüttern und einen großen Einfluss auf die Weltwirtschaft und auf die Wirtschaft der Schweiz haben. Die Geldflüsse könnten komplett unabhängig von Banken über Server (privat, staatlich, genossenschaftlich, ...) laufen.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : Le thème ne pourra toutefois être traité que globalement, une discussion approfondie dépasserait le cadre du concept économique et nécessitera un engagement du parti à un moment ultérieur.

MOTIONS SUR LA THÉMATIQUE DE LA GLOBALISATION

Motion 13

Name MotionärlIn: Peter Tschanz (Reformorientierte Plattform)

Titel: Globalisierung: Widersprüche in der Positionierung der SP bereinigen

Forderung: Die grundsätzlich positive Positionierung zu Freihandelsverträgen sollte durchgehalten werden

Begründung:

Globalisierung ist ein ‚Gesamtpaket‘, das bei allen Verwerfungen und Ungleichheiten den Wohlstand in der Schweiz wie auch auf der ganzen Welt erhöht hat. Durch die wirtschaftliche Entwicklung zahlreicher Schwellenländer haben sich neue Exportmöglichkeiten insbesondere für spezialisierte KMU's aus der Schweiz ergeben. Weltweit führt die Globalisierung zu einer Verkleinerung der Einkommensunterschiede, auch wenn in einzelnen Ländern, am offensichtlichsten in den USA, gleichzeitig die Schere aufgeht.

Die positive Würdigung der Globalisierung für die schweizerische Wirtschaft und die Arbeitnehmenden seitens der SP Schweiz und die Absage an Protektionismus ist zu begrüßen. Die SP soll sich aktiv dafür einsetzen, dass multilaterale und bilaterale Freihandelsabkommen zustande kommen und so weit als möglich soziale und ökologische Standards festgeschrieben werden.

Deshalb ist es schwer verständlich, dass in Kap. 3.2.2 betont wird, dass „die Demokratie“ verliere und die „Souveränität der Nationalstaaten“ sinke. Der Sinn von vertraglich festgelegten sozialen und ökologischen Standards besteht doch gerade darin, die Souveränität der Staaten zugunsten übergeordneter Werte zurückzustellen!

Generell irritiert in Kapitel 3.2 die Überbetonung der Risiken gegenüber den Chancen. Für die Arbeitnehmenden in der Schweiz bietet die Globalisierung eine riesige Palette an attraktiven Arbeitsmöglichkeiten innerhalb und ausserhalb der Schweiz, die Zahl der Stellen nahm während Jahrzehnten zu. Die SP Schweiz setzte und setzt sich mit einigem Erfolg für die soziale Abfederung von Risiken der Globalisierung ein, z.B. für eine ausgebaute Bildung auf allen Stufen, für Weiterbildungsmöglichkeiten und für eine starke Arbeitslosenversicherung.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : le CD n'estime pas que le chapitre 3.2 exagère les risques de la globalisation. La globalisation selon le modèle néolibéral a été promue de manière bien trop radicale ces dernières années et décennies. Les conséquences économiques et sociales du commerce international sont ambivalentes. Ce n'est que fondé sur une analyse équilibrée, qu'une position socialiste peut être formulée. Face aux gagnant-e-s de la globalisation se tiennent également les perdant-e-s de la globalisation (auxquels appartient aussi la nature). Nommer ces contradictions et en tirer les justes conclusions est de la responsabilité d'une poli-

tique socialiste. Il est également important de tenir compte du contexte international et particulièrement, des réalités sociales et écologiques des « pays du Sud » et leur rapport avec la prospérité en Suisse, resp. avec les « pays du Nord ».

Motion 14

Name MotionärIn: JUSO (Tamara Funiciello, Luana Schena, Lewin Lempert, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloch, Nadia Kuhn)

Titel: Globalisierung ganzheitlich denken

Forderung: Wir müssen die Ursachen, sowie die Folgen der Globalisierung klarer und deutlicher benennen, sowie die Bilanz dieses Prozesses in einem globalen Kontext sehen.

Begründung:

Globalisierung ist eine Tatsache, die sich nicht mehr von der Hand weisen lässt. Sie basiert auf der Notwendigkeit, neue Absatzmärkte zu finden und Kapital möglichst günstig anzulegen. Sie ist somit eine logische Folge des ökonomischen Systems, in dem wir leben. Und nicht eine Frage des politischen Willens. Globalisierung ist nicht per se gut oder schlecht. Die Frage ist, wer kriegt die Gewinne dieser Politik – und wer die Kosten. Ja, ein Teil der Gesellschaft hat davon profitiert. Aber die grosse Mehrheit nicht. Die grossen Gewinne sind in die Hände des reichsten 1% geflossen, was Ökonomen wie Piketty aber auch die alljährliche Oxfam-Studie klar zeigen. Zudem waren und sind die Kosten, vor allem für die Menschen im globalen Süden, enorm. Die Kosten werden gezielt externalisiert, und erlauben uns hier in der Schweiz, das was Prof. Ulrich Brand „imperiale Lebensweisen“ nennt. Als ein Leben auf Kosten der Menschen im globalen Süden. Dies wäre in einer nicht globalisierten Welt nicht möglich. Wir brauchen ein System, das all dies in Betracht zieht. Eines, das die Kosten und die Gewinne, sowie deren Verteilung weltweit beachtet. Das ist heute nicht der Fall.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Les origines et les conséquences de la globalisation sont développées expressément et de manière différenciée au chapitre 3. Les facteurs de la globalisation au sens du groupe de travail « économie globale » sont décrits précisément au chapitre 3.2. Le chapitre 4c relate dans son introduction les concepts alternatifs.

Motion 15

Name Motionärlin: Martin Reichlin

Titel: „Kurswechsel“ bezüglich Globalisierung konkretisieren

Forderung: Der Abschnitt 3.2 zur Globalisierung ist durch konkrete Forderungen zu ergänzen. Dazu gehören:

- Global gültige, möglichst weit nach oben statt nach unten harmonisierte Mindeststandards im sozialen und ökologischen Bereich (Stärkung der WTO)
- Koppelung von Handelsabkommen an die Einhaltung (nicht nur Unterzeichnung) dieser Normen
- Keine Sonderklagerechte für Konzerne

Begründung:

Nachhaltigkeit fusst auf den drei Säulen Ökonomie, Soziales und Ökologie. Globalisierung findet heute aber fast ausschliesslich in ökonomischem Sinne statt. Dies ist eine wesentliche Ursache für die aktuelle, weltweite Umverteilung von „unten“ nach „oben“, die Umweltschädigung und die Entdemokratisierung. In Anbetracht der überragenden Bedeutung bleibt „Unsere Position“ (3.2.3) zu unkonkret.

Harmonisierte, global gültige Mindeststandards bedeuten etwa die Festschreibung des „Vorsorgeprinzips“, die Gewährleistung unternehmerischer Sorgfaltspflichten entlang der gesamten Lieferkette, die Ahndung von Menschenrechtsverletzungen transnationaler Unternehmen, Unterstützung erneuerbarer Energien und Abschaffung von Subventionen für fossile Energie statt „Neutralität“ verschiedener Energiequellen (wie z.B. in TISA, Trade in Services Agreement), Festlegung von CO₂-Zielen, Massnahmen zur gerechteren Verteilung der Globalisierungsgewinne wie z.B. eine gerechtere Lohn- und Steuerpolitik und viele mehr.

Sonderklagerechte (wie z.B. im TTIP, Transatlantic Trade and Investment Partnership, und CETA, Comprehensive Economic and Trade Agreement) bevorteilen ausländische Unternehmen und sind eine Gefahr für die Demokratie und für die Umsetzung gesellschaftlicher Ziele.

Proposition du Comité directeur : acception

Motion 16

Name MotionärlIn: Heinz Looser, SP Zürich1+2

Titel: Fairen Welthandel vorantreiben

Forderung: Freihandelsabkommen sollen zum Wohle der Gesellschaft ausgestaltet sein und das Naturkapital erhalten. Vertraglich verbindliche, ethische, ökologische, ökonomische und soziale Standards sollen in den Verträgen definiert und mit einer Wirkungsanalyse ergänzt werden. Handelsabkommen sollen zudem durch eine demokratischere, parlamentarische Mitwirkung breiter abgestützt werden.

Begründung:

Ein offenes Schweizer Wirtschaftssystem welches mit seinen globalen Partnern gleichberechtigt Handel betreibt, fördert den Wohlstand, erhält eine intakte Natur und bildet die Basis für eine friedliche Koexistenz. Handelsabkommen sollen aus diesem Grund auf die unterschiedlichen ethischen, ökologischen, sozialen und ökonomischen Bedingungen unser Handelspartner Rücksicht nehmen und durch eine bessere demokratische Mitwirkung breiter abgestützt werden.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 17

Name MotionärlIn: Lewin Lempert, Brice Touilloux, Luana Schena, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn

Titel: Internationalistische Perspektive und die Verantwortung der Schweiz!

Forderung: Die Wirtschaft soll nicht nur – wie es in der Einleitung des Wirtschaftspapiers steht – „die Freiheit und Rechte des Volkes“ fördern, sondern die Freiheit und die Rechte aller Menschen auf der Welt. Gerade die Schweiz, welche an der Spitze einer deregulierten und globalisierten Wirtschaft steht, sollte sich dieser Tatsache bewusst werden. Darum soll im gesamten Papier stärker eine internationalistische Perspektive berücksichtigt werden.

Begründung:

Eine eher nationalistische Denkweise zieht sich durch das gesamte Papier. Dies beginnt bei der Einleitung, in welcher nur auf die Schweizer Bundesverfassung und somit auch nur auf das „Schweizer Volk“ referenziert wird. Es folgt die Beschreibung der europäischen Schuldenkrise, bei der nicht gesagt wird, dass diese unter anderem wegen Geldern von Superreichen, welche in der Schweiz liegen, nicht unter Kontrolle gebracht werden konnte. Daraufhin wird von der Kohlenstoffblase gesprochen und etwas weiter hinten im Papier (auf s. 18) wird darauf hingewiesen, dass wir durch unsere Pensionskassen von Anlagen bei globalen Konzernen profitieren. Der Zusammenhang, das mit unseren Pensionskas-

sengeldern diese Kohlenstoffblase massiv gefördert wird, bleibt unerwähnt. Zu guter Letzt wird eines der grössten Probleme unserer Zeit – das «Race to the bottom» beim Steuerwettbewerb – in einigen wenigen Zeilen zum Ende des Papiers abgehandelt. Die Liste könnte weitergeführt werden, doch grundsätzlich gilt: Allein im Nationalstaat kann keines der beschriebenen Probleme gelöst werden. Darum braucht es eine stärker vorhandene internationalistische Perspektive im gesamten Papier.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Le concept économique a pour objectif de démontrer à la population suisse de quelle manière le PS souhaite modifier l'économie dans l'intérêt général. Nous voulons nous adresser à la population locale et à nos potentiels électeurs/trices, et les interpeller dans leur vie quotidienne. Cela ne doit cependant pas nous conduire à nier les liens internationaux et le rôle de la Suisse dans l'économie globale. L'effet négatif de la concurrence fiscale sera, dans tous les cas, traité de manière plus approfondie.

Motion 18

Name MotionärIn: JUSO (Ronja Jansen, Lewin Lempert, Luana Schena, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn)

Titel: Solidarische Wirtschaft funktioniert nur ohne Steuerwettbewerb!

Forderung: Im Namen des Steuerwettbewerbs wird heute in unzähligen Kantonen abgebaut: Bei der Bildung, der Gesundheitsversorgung und beim öffentlichen Verkehr.

Während Leistungen für die normalverdienende Bevölkerung zusammengestrichen werden, profitieren Superreiche und Grosskonzerne von massiven Steuersenkungen und einer Politik, die sich nur an ihren Interessen ausrichtet.

Für die SP ist klar, dass die sogenannten „Sparpakete“ nicht halten was sie versprechen. Gesellschaftliche Aufgaben werden damit nicht günstiger, sondern lediglich in die private Sphäre verschoben. Unter dieser Entsolidarisierung leiden in erster Linie finanziell schlecht gestellte Menschen. Kürzungen bei den Prämienverbilligungen sparen kein Geld, die Last wird lediglich von der Gemeinschaft auf Privatpersonen übertragen, die die finanzielle Last, oft unter grosser Mühe, selbst stemmen müssen.

Das gefährliche „Race to the bottom“ vernichtet riesige Mengen an Steuersubstrat. In der Schweiz wird eindrücklich aufgezeigt, dass es sich um ein Spiel handelt, bei dem die meisten Kantone und Menschen verlieren und nur wenige gewinnen.

Dasselbe Bild offenbart sich auch auf internationaler Ebene, wo Länder wie die Schweiz, Entwicklungsstaaten um Steuereinnahmen im Milliardenhöhe erleichtern. Wir wollen eine solidarische Schweiz, die sich nicht auf Kosten von Menschen in anderen Ländern bereichert.

Als solidarische und internationalistische Partei setzt sich die SP für eine Harmonisierung

der Steuern ein und bekämpft den Steuerwettbewerb auf nationaler und internationaler Ebene.

Begründung:

Die SP muss sich aktiv gegen Steuerwettbewerb stellen, denn er führt zu einer Politik, die sich nur an den Interessen der Reichen ausrichtet und erschwert eine sozialdemokratische Wirtschaftspolitik massiv. Es darf nicht sein, dass sich die genannten Akteur*innen durch die Drohung der Abwanderung aus ihrer gesellschaftlichen Verantwortung ziehen können. Die Perspektiven für einzelne linke Regierungen auf nationaler und internationaler Ebene werden durch den scheinbaren Sachzwang des Steuerwettbewerbs massiv eingeschränkt.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : Le CD est disposé à signaler davantage que la concurrence fiscale est problématique et qu'elle doit être combattue plus énergiquement (voir aussi argumentation de la motion 17).

Motion 19

Name MotionärlIn: Christian Boesch, Bern (Bern-Nord)

Titel: Internationale Steuerflucht bekämpfen!

Forderung: Die Forderungen in Pt. 11, Polit. Stossrichtungen sind zu wenig umfassend und entsprechen nicht dem aktuellen Diskussionsstand.

Dazu gehören neben dem Automatischen Informationsaustausch u.a. auch folgende Postulate:

- Detaillierte länderweise Berichterstattung über wirtschaftliche Kerndaten (Country-by-Country-Reporting)
- Offenlegung der effektiven wirtschaftlichen Berechtigten von Unternehmen aller Rechtsformen, einschliesslich Trusts und Stiftungen (Beneficial Ownership) in einem öffentlich zugänglichen Register
- Verschärfte Sorgfaltspflichten für Intermediäre
- Einheitsbesteuerung international tätiger Unternehmen (Unitary Taxation)
- ein internationales Finanzkataster (Zucman)

Begründung: Diese Forderungen werden innerhalb der OECD, der EU und auch in UN-Gremien diskutiert und in teils abgeschwächter Form bereits realisiert, nicht zuletzt auf Druck der Zivilgesellschaft (Tax Justice Bewegung). Die Schweiz macht zwar teilweise mit, meist mit Verzögerungen und in abgeschwächter Form (z.B. beim AIA). Die SP-Fraktion hat einige dieser Forderungen bereits aufgenommen in ihrem Paket zu den Paradise Papers. Es gibt keinen Grund für die SP, in ihrem neuen Wirtschaftspapier hinter diese Forderungen zurückzugehen. Hinter diesen Forderungen steht auch die Unabhängige Kommission

für die Reform der Besteuerung internationaler Gesellschaften (ICRICT, vgl. dazu:
<https://www.icrict.com/icrict-documents-a-fairer-future-for-global-taxation>)

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : Dans le cadre de notre focus « des règles justes » et des revendications à formuler encore (deuxième phase du processus), le thème de l'évasion fiscale (en analogie au thème concurrence fiscale, motion 17 et 18) nécessitera une attention particulière.

Motion 20

Name MotionärIn: Felix Birchler, SP St.Gallen

Titel: Eurozentrismus überwinden

Forderung: Das Papier ist zu ergänzen mit einer ausführlichen und fundierten Analyse über die neuen Formen der Ausbeutung der Länder des Südens durch Europa und die USA und zunehmend auch durch asiatische (staatliche) Grossinvestoren. Der kapitalistische Neokolonialismus muss analysiert, die Verantwortung der Schweiz und ihrer Unternehmen benannt und unsere Wege dagegen anzukämpfen aufgezeigt werden.

Begründung:

Das vorliegende Papier gibt vor eine Analyse der Weltwirtschaft zu beinhalten (so etwa im Kapitel 2.1), beschränkt sich dann aber auf die Entwicklungen in Europa und anderen reichen Ländern des Nordens. Die Situation in Afrika wird dabei komplett ausgeblendet, sowohl bezüglich der nach wie vor bestehenden kapitalistischen Ausbeutung des Kontinents durch die Länder, Unternehmen und Konsumenten des Nordens, als auch bezüglich der neuen Formen der Kolonialisierung durch Milliardeninvestitionen hauptsächlich aus arabischen und asiatischen Staaten.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Le concept économique ne peut pas se permettre une analyse détaillée des relations globales particulièrement complexes. Le CD a décidé que le papier de position ne devait pas être un travail scientifique, mais de la manière la plus compacte possible, une vue d'ensemble des développements économiques actuels ; de ce papier découleront les revendications du PS. Certains compléments dans le sens de la motion peuvent cependant être ajoutés dans le paragraphe « globalisation ».

Motion 21

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Einfluss der Bretton-Woods-Organisationen (IWF, WTO, Weltbank)

Forderung: Berücksichtigung des Einflusses der Bretten-Woods-Organisationen auf die Wirtschaft und derer Ausrichtung (Treiber der neoliberalen Ideologie).

Begründung:

Insbesondere das Verhalten vom IWF in einem Krisenfall gegenüber einem Staat, der Geld vom IWF braucht. Vielfach werden Anpassungen verlangt, die die Krise eher verschlimmern als helfen. Zum Beispiel im Fall Argentinien oder bei der Sudostasienkrise.

Motion 22

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Konsens von Washington

Forderung: Einbezug der Ziele und Folgen des Konsenses von Washington.

Begründung:

Die Ziele des Konsenses von Washington sollten schon Erklärung genug sein.

- Nachfragedrosselung und Kürzung der Staatsausgaben durch Fiskal-, Kredit- und Geldpolitiken
- Wechselkurskorrektur (Abwertung) und Verbesserung der Effizienz der Ressourcennutzung in der gesamten Wirtschaft (Rationalisierung und Kostenökonomie)
- Liberalisierung der Handelspolitik durch Abbau von Handelsbeschränkungen und Handelskontrollen, sowie verbesserte Exportanreize
- Deregulierung von Märkten und Preisen (was oft auch die Abschaffung von Preissubventionen für Grundbedarfsartikel bedeutete)
- Haushaltskürzungen
- Privatisierung öffentlicher Unternehmen und Einrichtungen
- Entbürokratisierung
- Abbau von Subventionen

Proposition du Comité directeur aux motions 21 et 22 : acceptation modifiée

Motif : Les institutions du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale, soit leur politique, seront davantage prises en compte dans la partie analyse. Il faut cependant être attentif au fait que les institutions citées sont elles-mêmes en mutation. Le FMI ou la Banque mondiale critiquent aujourd'hui les injustices qu'elles ont co-occasionnées. L'idéologie néolibérale qui a mis en œuvre le consensus de Washington (nota bene : un concept des années 90) se trouve elle-même en crise actuellement.

MOTIONS SUR LA THÉMATIQUE DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ / TRAVAIL DE « CARE »

Motion 23

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Unbezahlte nötige Arbeit und Freiwilligenarbeit (Lebensarbeitszeit)

Fordeung: Die Arbeit ausserhalb der bezahlten Arbeit muss honoriert werden.

Begründung:

Die unbezahlte nötige Arbeit (Hausarbeit, Kinderbetreuung, Care-Arbeit, ...) und Freiwilligenarbeit sind wichtige Stützen unserer Gesellschaft. Ohne diesen Einsatz wäre eine funktionierende Gesellschaft nicht möglich, deshalb ist es notwendig diese Arbeit zu honorieren. Zum Beispiel könnten die erbrachten Stunden aus diesem Arbeitsbereich bei der Berechnung der AHV-Rente berücksichtigt werden.

Motion 24

Name MotionärlIn: Kristina Schüpbach (SP Kanton Bern), Lewin Lempert, Brice Touilloux, Luana Schena, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn

Titel: Care-Arbeit in die Analyse

Forderung: Die Entwicklungen und Herausforderungen der bezahlten und unbezahlten Care-Arbeit werden in die Analyse integriert.

Begründung:

Das Thema Care-Arbeit wird in der Analyse höchstens gestreift. Da erstaunt es nicht, dass in der Forderung zur Care-Arbeit am Schluss erst mal der Begriff erklärt werden muss und die Forderungen recht mutlos bleiben. Es braucht im Wirtschaftspapier der SP eine vertiefte Analyse der Entwicklung und der Herausforderungen der Care-Arbeit. Das Denknetz Jahrbuch „Care statt Crash“ (2013) liefert beispielsweise eine gute Grundlage dazu.

Motion 25

Name Motionär: Susanne Leutenegger Oberholzer

Titel: Wirtschaft 4.0. Erkenntnisse der feministischen Ökonomie, insbesondere der Care Ökonomie aufnehmen

Forderung: Im Wirtschaftskonzept 4.0 sind die wesentlichen Erkenntnisse der feministischen Ökonomie und insbesondere der Care Ökonomie zu berücksichtigen. Die Erkenntnisse vor allem in Bezug auf die Verteilung der gesamtgesellschaftlich notwendigen Arbeit, von Einkommen und Vermögen auf die Geschlechter müssen in der Analyse einen Niederschlag finden und in den Forderungen integral berücksichtigt werden.

Begründung:

Der vorliegenden Text zu Wirtschaft 4.0 konzentriert sich weitgehend auf die monetären Prozesse in der (Volks –)Wirtschaft. Die Folgerung wichtiger Erkenntnisse der neuen ökonomischen Theorie und Praxis in Bezug auf die Geschlechtergleichstellung – so u.a. die Verteilung von Arbeit, Vermögen und Einkommen - werden ausgeklammert. Der Text beschränkt sich in Bezug auf die Geschlechterfrage u.a. auf einige punktuelle Forderungen wie die Lohngleichheit und Hinweise auf die Stellung der Frauen im Arbeitsmarkt und fehlende Betreuungsangebote. Gefordert wird zudem die (bessere) Bezahlung der Care-Arbeit, was aus Gender-Sicht höchst umstritten ist. Das zementiert die Rollenverteilung und ist in Bezug auf die volkswirtschaftlichen Folgen ungeklärt. Dieses Vorgehen kann für eine Partei wie die SP, die die Frauenfrage ernst nehmen will, im Jahr 2018 nicht genügen. Die SP bleibt damit hinter den Erkenntnissen des ökonomischen Diskurses der letzten 10 Jahre zurück. Zudem können so auch die Vorgaben der Bundesverfassung und des Völkerrechts in Bezug auf die Gleichstellung der Geschlechter nicht erreicht werden.

Motion 26

Name MotionärIn: PS Ticino, Gina La Mantia

Titel: Per un miglior riconoscimento del lavoro di cura

Forderung: Chiediamo che nel documento **Economia 4.0** venga approfondito il tema del lavoro di cura non remunerato da una parte, e dei bassi salari e delle condizioni precarie di lavoro per le persone che lavorano nel settore della cura (di bambini, di persone anziane o diversamente abili) dall'altra.

Begründung:

Come molto bene evidenziato nel “Manifesto per un socialismo femminista” una parte significativa della disparità salariale tra uomo* e donna* è dovuta al fatto che il lavoro di cura viene principalmente svolto dalle donne*. Le professioni nell’ambito della cura sono a tutt’oggi prevalentemente “femminili*” e godono di poco prestigio. Di conseguenza il rico-

noscimento finanziario è scarso e le condizioni di lavoro sempre più difficili. In più, le donne* svolgono anche la maggior parte del lavoro di cura, di famiglia e casalingo che non è remunerato.

Il lavoro di cura - sia quello remunerato, che quello non remunerato - deve essere riconosciuto per quello che è: complesso, esigente e di fondamentale importanza per il nostro benessere collettivo. Le persone che se ne occupano devono poterlo fare serenamente e senza essere svantaggiate né sul piano finanziario, né su quello pensionistico, né per quanto riguarda le condizioni di lavoro.

Motion 27

Name MotionärlIn: Heinz Looser, SP Zürich1+2

Titel: Kapitel „Gleichstellung der Geschlechter“

Forderung: Dem Thema „Gleichstellung der Geschlechter“ ein eigenes Kapitel widmen.

1. Das Thema „Gleichstellung der Geschlechter“ ist fundamental, insbesondere in Bezug auf die Care-Ökonomie und den Bereich der unbezahlten Arbeit. „Arbeiten“ darf nicht einfach mit „Geld verdienen“ oder „Umsatz generieren“ gleichgesetzt werden, sondern ist insbesondere im Hinblick auf die Dienstleistung an die Gesellschaft zu betrachten. Aus diesem Grund hat die Thematik nicht nur ein eigenes Kapitel verdient, sondern dürfte auch das einleitende Kapitel sein.
2. Das Thema „Gleichstellung der Geschlechter“ ist vielschichtig und facettenreich und umfasst insbesondere Themen wie Lohnungleichheit, Chancengleichheit, paritäre Vertretung der Geschlechter in politischen und wirtschaftlichen Gremien, gerechte Aufteilung unbezahlter Arbeit, faire Entlohnung bezahlter Care-Arbeit, Schutz vor Diskriminierung etc. Diese Themen sollen ausgearbeitet und vertieft werden.
3. Den in dem aktuellen Dokument bestehenden Stossrichtungen ist die Stossrichtung „Gleichstellung der Geschlechter“ als eigene Stossrichtung hinzuzufügen.

Begründung:

1. Das Thema „Gleichstellung der Geschlechter“ ist fundamental, insbesondere in Bezug auf die Care-Ökonomie und den Bereich der unbezahlten Arbeit.
2. Das Thema ist vielseitig und umfasst alle Bereiche der Wirtschaft. Daher ist es nicht nur als Teilbereich anderer Themen zu thematisieren oder innerhalb anderer Stossrichtungen (wie z.B. „Infrastruktur ausbauen“) anzugehen, sondern muss auch als Ganzes reflektiert und angegangen werden.

Motion 28

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Gleichstellung

Forderung: Wir fordern im Kapitel 4. Politische Stossrichtungen unter 4b Faire Regeln einen eigenen Absatz für die Gleichstellung insbesondere Lohngleichheit.

Begründung:

Die Gleichstellung wird in den politischen Stossrichtungen lediglich als Massnahme für die Entschärfung des Fachkräftemangels aufgeführt. Unserer Meinung nach ist es eine der wichtigsten Forderungen aus Sicht der SP endlich die Lohngleichheit für Mann und Frau umzusetzen. Ebenso gehört zu Fairen Regeln in der Wirtschaft/auf dem Arbeitsmarkt die Möglichkeiten für flexiblere Arbeitszeiten, Jobsharing, Homeoffice und der Anspruch auf einen angemessenen Vaterschaftsurlaub.

Proposition du Comité directeur aux motions 23 à 28 : acceptation modifiée

Motif : les thèmes du travail non rémunéré / travail de « *care* », tout comme l'égalité économique des sexes, doivent être davantage pris en compte. Un chapitre supplémentaire doit être intégré dans la partie analyse. L'État rassemble depuis plus de vingt ans des statistiques concernant le travail non rémunéré. Appuyées sur ce fondement, les revendications seront élaborées dans un second temps.

Motion 29

Name MotionärlIn: JUSO (Luana Schena, Lewin Lempert, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloch, Nadia Kuhn)

Titel: Arbeit: Ausbeutung beenden!

Forderung: Dem Papier fehlt eine grundlegende Analyse unseres Verhältnisses zum kapitalistischen Arbeitsbegriff. Die Einkommensschere öffnet sich konstant, 1% der Bevölkerung besitzt gleich viel wie die restlichen 99% - dabei sind es gerade diese 99%, die den Reichtum des 1% zu einem Grossteil erarbeiten. Dementsprechend ist es zu kurz gegriffen, nur die Arbeitsbedingungen «motivierender» zu gestalten (wenn auch diese Massnahmen durchaus ihre Wichtigkeit haben!). Stattdessen muss das Problem – die schamlose Bereicherung einiger weniger – an der Wurzel angegangen werden. Bevor das aber passieren kann, braucht die SP eine Antwort auf die Frage, weshalb und für wen wir arbeiten.

Begründung:

Als Sozialdemokrat*innen müssen wir die grundlegende Funktionsweise von Arbeit in der heutigen Gesellschaft hinterfragen. Im bestehenden System bestimmt das Privateigentum

den Charakter der Arbeit, denn es trennt die Menschheit in Arbeitende und Besitzende. Diejenigen, die keine Produktionsmittel haben, verkaufen ihre Arbeitskraft an diejenigen, die Produktionsmittel besitzen. Die Arbeitenden *müssen* somit ihre Arbeit verkaufen, um ihre Existenzgrundlage zu sichern. Arbeit wird also zu einer Ware, die Besitzende zur Mehrwertschöpfung verwenden können. Aufgrund dessen bildet sich auch die Definition von Arbeit als bezahlte Arbeit heraus – einer der Gründe, weshalb Care- und Reproduktionsarbeit nicht als Arbeit betrachtet werden.

Das System, das wir anstreben, ist frei von Ausbeutung und denkt Eigentum neu: die Produktionsmittel befinden sich in gesellschaftlicher Hand, die Produktion wird den Bedürfnissen der Gesellschaft mittels demokratischer Mitbestimmung angepasst. Der Mehrwert bleibt so der Gesellschaft erhalten, statt in den Taschen einiger weniger zu verschwinden. Auch Arbeiten, die momentan nicht als «richtige» Arbeit gelten, wie Care- und Reproduktionsarbeit, würden anerkannt werden.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Une discussion plus approfondie concernant la notion de travail (capitaliste) ne doit et ne peut pas être l'objet du concept économique (voir remarques de l'introduction pour l'objectif du papier de position). C'est au travers de la prise en compte du travail non rémunéré et du travail de « *care* » (voir motions 23 à 27) que la relation avec le travail rémunéré est thématifiée, et qu'il est mis en évidence que le travail englobe davantage que le seul travail rémunéré.

MOTIONS SUR LA THÉMATIQUE DE LA POLITIQUE FONCIÈRE

Motion 30

Name Motionär: Michael Peterer

Titel: Bodenknappheit und ihre volkswirtschaftlichen Auswirkungen

Forderung:

Um die volkswirtschaftlich schädigenden Auswirkungen der Bodenspekulation zu vermindern, soll der Umgang mit dem knappen Produktionsfaktor Boden zugunsten der Allgemeinheit und des Gewerbes reguliert werden.

Bund, Kanton und Gemeinden betreiben eine aktive Bodenpolitik und fördern den öffentlichen Erwerb von Liegenschaften. Liegenschaften im Besitz von Bund, Kantonen und Gemeinden dürfen grundsätzlich nicht an Private veräußert werden können aber im Baurecht zur Verfügung gestellt werden.

Begründung:

Gemäß Bundesverfassung ist die moderne Schweiz seit ihrer Gründung, ein Sozialstaat und der sozialen Marktwirtschaft verpflichtet. Diese Staatsform hat sich heute in praktisch allen Staaten der Welt etabliert. Sie beinhaltet im Wesentlichen eine „Freie Marktwirtschaft“ mit staatlichen Eingriffen in Bereichen, wo die „Freie Marktwirtschaft“ (Selbstlenkung) versagt. Grundsätzlich trifft das Marktversagen bei Marktkonzentration (Monopol oder Oligopol), bei externen Gütern (Allmende Güter) und bei öffentlichen Gütern (Güter die keinen Preis haben und daher kein Markt entsteht). In diesen Bereichen interveniert der Staat lenkend (Regulierung zu Gunsten des Gesamtwohls der Gesellschaft) und bietet selber Angebote an.

Beim Boden sind die marktwirtschaftlichen Voraussetzungen (freies Zusammenspiel von Angebot und Nachfrage), ausgehebelt. Das Angebot, d.h. der Boden ist limitiert und kann nicht ausgeweitet werden, die Nachfrage wiederum, die durch den Bevölkerungswachstum laufend zunimmt, reagiert unelastisch auf die Preisentwicklung. Der Markt ist somit nicht in der Lage Angebot und Nachfrage selbst zu regulieren.

Damit ist der Stadt nicht nur gemäß Bundesverfassung, sondern auch nach der volkswirtschaftlichen Lehre verpflichtet mit entsprechenden Maßnahmen einzugreifen.

Motion 31

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Staatliche Bodenpolitik fördern

Forderung: Wir fordern unter Kapitel 4 Politische Stossrichtungen – 4.1. Investitionen einen eigenen Absatz zur Bodenpolitik.

Begründung:

Eine der ebenfalls zentralen Frage sind steigende Immobilienpreise und die Verdrängung auf dem Wohnungsmarkt. Der Staat muss hier eine aktive Rolle spielen. Es gibt diverse sehr gute Beispiele, wie Boden der Spekulation entzogen wird (Bsp: Stiftung PWG in Zürich, etc.). Denn Bodenpolitik ist Wirtschaftspolitik.

Motion 32

Name Motionär: SP Kanton Aargau

Titel: Bodenpolitik

Forderung: Das Thema Boden muss im Papier ergänzt werden.

Begründung:

Boden ist eines der wenigen Güter, die nicht mehr werden. Deswegen muss dieser sinnvoll zur Verfügung gestellt werden, damit die Wirtschaft florieren kann, ohne zu Zersiedlung oder Kostenexplosionen bei Wohnraum und Raum zum Arbeiten zu führen.

Proposition du Comité directeur aux motions 30 à 32 : acceptation

Remarque : Le CD partage l'avis des motionnaires : la politique foncière doit explicitement être prise en compte dans le concept économique.

MOTIONS SUR DIVERSES THÉMATIQUES

Motion 33

Name MotionärIn: Yvonne Beutler (Reformorientierte Plattform)

Titel: Die Wirtschaft differenzierter darstellen und Zielgruppen ergänzen

Forderung: Die Wirtschaft ist differenzierter darzustellen (insbesondere ist Kapitel 1 zu überarbeiten) und es sind fehlende Zielgruppen zu berücksichtigen

Begründung:

Ich wünsche mir ein wirtschaftspolitisches Konzept für die SP Schweiz, in welchem sich die hier lebenden Menschen wiedererkennen können. Dieses Ziel wird mit dem vorliegenden Entwurf noch nicht erreicht. Die Motion soll aufzeigen, in welche Richtung das Papier verbessert werden soll:

- Die schweizerische und die globale Wirtschaft müssen in einem Wirtschaftskonzept in ihrer ganzen Vielfalt so dargestellt werden, dass sich die Bevölkerung, die Wählerinnen und Wähler, darin wiedererkennen können. Bereits der Einstieg wird mit Kapitel 1 verpatzt: Eine Gegenüberstellung der „Arbeitsleistenden“ (wer ist das schon nicht?) und „sogenannten Wirtschaftsführern und Anlegern“ ergibt überhaupt keinen Sinn (unsere Pensionskassen gehören zu den grössten Anlegern). Damit beginnt Wirtschaft 4.0 mit einer Karikatur statt mit einer Darstellung der Wirtschaft, in der sich die Bevölkerung wiedererkennt.
- Die Startups und die innovativen, nachhaltig wirtschaftenden KMU sind der Rückgrat der schweizerischen Wirtschaft. Für sie müssen gute Rahmenbedingungen sichergestellt werden, damit sie ihre Innovationskraft weiter steigern können. Es braucht Menschen, die bereit sind, als Selbständig Erwerbende Risiken einzugehen und Kapital für Investitionen einzusetzen. Dies wird in Wirtschaft 4.0 nicht genügend wahrgenommen, die Fixierung auf „Grosskonzerne“ und „Superreiche“ verstellt den Blick auf die Realität.
- Die Konsumentinnen und Konsumenten müssen als wirtschaftspolitische Kraft erkannt und in einem sozialdemokratischen Wirtschaftspapier einen festen Platz haben. Transparenz und Labels befähigen sie, ihre Marktmacht einzusetzen. Sie sind wichtige Verbündete auf dem Weg zu einer nachhaltigen Wirtschaft. Im vorliegenden Entwurf gehen sie völlig vergessen.

Insgesamt sollte das Konzept pluralistischer, realistischer und weniger ausgrenzend verfasst sein.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le CD est conscient qu'il n'existe pas de frontière stricte entre les forces de travail et les actionnaires (capital). La différenciation entre « ceux qui travaillent » (employé-e-s,

indépendant-e-s, PME) et « ceux qui laissent travailler les autres » (capital) est pourtant un élément important de la politique économique du PS. Comme le démontre l'analyse, durant les dernières décennies et avec le soutien appuyé de la politique bourgeoise, les seconds se sont enrichis au détriment des premiers. Dans l'analyse, il doit être fait davantage mention que les caisses de pension sont des investisseurs importants et que par conséquent, leur politique d'investissements n'est pas suffisamment durable et pas suffisamment menée dans l'intérêt des besoins de l'économie réelle de la Suisse.

Les revendications des Startups, des PME et des consommateurs/trices sont contenues dans les axes 3, 4, 7 (dernière phrase) et 8. Un traitement particulier de ces groupes n'est cependant pas dans la ligne du PS.

Motion 34

Name MotionärlIn: Susanne Leutenegger Oberholzer

Titel: „Die Kaufkraft stärken“ konkretisieren

Forderung: Das Kapitel 3. „Die Kaufkraft stärken“ muss konkretisiert werden. Es muss aufgezeigt werden, wie die Kaufkraft der Menschen, die wir mit unserer Politik ansprechen wollen (Zielgruppe), gestärkt werden kann. Dazu gehören zum Beispiel konkrete Massnahmen im Kampf gegen die Hochpreisinsel Schweiz, ein wirksames Kartellgesetz, die Preise der Güter für den täglichen Bedarf und die hohen Wohnkosten wie auch die überhöhten Gesundheitsausgaben. Zudem ist der Schutz der Konsumentinnen und Konsumenten mindestens auf EU-Niveau zu heben.

Begründung:

Das Kapitel 3 „ Die Kaufkraft stärken“ beinhaltet ein Misch-Masch von Forderungen nach einer Stärkung der Kaufkraft, verbunden mit KMU-Förderung, Bashing von Konzernen und etwas Ökologie. Damit kann die Bürgerin, der Bürger, die wir ansprechen wollen, wohl kaum etwas anfangen. Die SP muss konkret in den wesentlichen Bereichen der Einkommensverwendung aufzeigen, mit welchen Massnahmen die verfügbaren Einkommen bzw. die Kaufkraft gestärkt werden können, und wofür sich die SP einsetzt. Um diese Positionierung kann sich eine Partei wie die SP nicht herumtrippeln. Allfällige Zielkonflikte müssen offengelegt werden. Sollten konkrete Massnahmen in anderen Papieren bereits analysiert worden sein, so sind diese mit Verweisen zu benennen. In Sachen KonsumentInnenchutz hinkt die Schweiz der EU weit hinten nach, so u.a. bei den Garantieleistungen im Kaufrecht.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 35

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Ergänzungen in der Analyse der Situation im Kapitel

"In den letzten zehn Jahren: Global" (2.1.) sowie Folgeschwere Finanzkrise (2.2.)

Forderung: Folgende aus unserer Sicht wichtigen Aspekte sind in der Analyse nicht oder zu wenig berücksichtigt:

- Ohne riesige Konjunkturpakete in den USA sowie China und v.a. massive Interventionen der Zentralbanken (Aufkaufen von Staatsanleihen, Unternehmensobligationen und z.T. sogar Wertpapiere) sowie eine langjährige Tiefstzins- und z.T. sogar Negativzinspolitik wäre es zu einem noch viel massiveren ökonomischen Kollaps gekommen. Solche Massnahmen hätten noch kurze Zeit vor der Finanzkrise als vollkommen undenkbar gegolten.
- Die hohe Verschuldung der Mittelschicht in vielen Ländern hemmt den dringenden, notwendigen Konsum und sorgt dafür, dass selbst starke Zinssenkungen fast keine Wachstumswirkung mehr entfalten können.
- Allgemein bekannt ist, dass Länder, die keine Austeritätspolitik, sondern eine antizyklische Konjunkturpolitik betrieben haben, besser aus der Krise herausgekommen sind. Weniger beachtet wurde, dass gerade Staaten mit einer kaufkräftigen Mittelschicht und einem funktionierenden Sozialstaat (wie in Skandinavien) die Krise schneller überwunden haben.
- Das Problem der Entkoppelung der Finanzwirtschaft von real produzierendem Gewerbe, ist nicht kleiner, sondern grösser geworden. So betrug der gesamte Zahlungsverkehr der Schweiz im Jahre 2013 bereits 200.000 Milliarden Franken, was dem 300fachen des BIP entspricht.
- Massnahmen, um den Finanzsektor wieder in den Dienst der real produzierenden Wirtschaft und der demokratischen Gesellschaftsordnung zu stellen, werden immer noch zu wenig umgesetzt. Das Finanzsystem ist heute teilweise unsicherer als zur Zeit der Finanzkrise.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Lors du remaniement de la partie analyse, qui se fera aussi avec l'inclusion d'expert-e-s externes, les points mentionnés seront pris en compte.

Motion 36

Name Motionärlin: Michael Peterer

Titel: Wirtschaftswachstum entkoppelt sich vom Arbeitsplatzwachstum - Wirtschaftswachstum ist nicht mehr identisch mit Arbeitsplatzwachstum!

Forderung: Es sind nebst Umschulung und Weiterbildung alternative Lösungsansätze auszuarbeiten für die in Zukunft stark steigende Gruppe von Arbeitslosen, die auf Grund ihrer persönlichen Grenzen weder mit Umschulung noch Weiterbildung, wieder in den Arbeitsmarkt zu integrieren sind. Dies trifft auch auf die Gruppe von Jugendlichen die aus diesem Grund, den Weg in die Arbeitswelt erst gar nicht mehr finden können.

Weiter ist die grundsätzliche Frage zu beantworten bzw. ein Lösungsansatz zu erarbeiten, wie wir Menschen und ihre Verdienste gesellschaftlich bewerten können, wenn dies nicht mehr über ihre Arbeitsleistungen geschehen kann.

Begründung:

Die technologische Entwicklung und Effizienzsteigerung unter dem Begriff Wirtschaft 4.0 trifft dieses Mal vor allem den Dienstleistungssektor und damit die Schweizer Wirtschaft im Speziellen. Es ist mit einem starken Verlust von Arbeitsplätzen im Dienstleistungssektor zu rechnen, die vor allem einfache, repetitiven und strukturierte Arbeiten umfassen.

Davon betroffen werden Menschen, die auf Grund ihrer persönlichen Grenzen weder mit Umschulung noch Weiterbildung, wieder in den Arbeitsmarkt zu integrieren sind.

Neue Arbeitsplätze und damit einhergehend, anspruchsvolle Arbeitsanforderungen, werden durch «grüne» und «smarte» Technologien geschaffen. Gleichzeitig wird die zunehmende Automatisierung bisherige administrative Arbeit z.B. im Dienstleistungssektor überflüssig machen. Es droht langfristig strukturelle Arbeitslosigkeit in einem Ausmaß, die gesellschaftliche Fragen aufwerfen wird. Der Kapitalismus verliert seine Kraft der gesellschaftlichen Integration über die Arbeit. Die Zukunft der Arbeit und ihrer Verteilung sowie die wachsenden Einkommensunterschiede gehören zu den aktuell am stärksten diskutierten Langfristthemen der Zukunftsforschung – das Wirtschaftskonzept der SP muss sich damit auseinandersetzen.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Le motionnaire mentionne des points importants et, en même temps, complexes qui nécessiteront un approfondissement lors du développement du papier de position. Fondamentalement, le PS a comme objectif d'agir politiquement pour que les plus performants et celles/ceux avec les meilleures formations ne soient pas les seul-e-s à trouver un emploi rémunéré à sa juste valeur et valorisant. La transformation du marché du travail, par exemple via la globalisation et les processus de numérisation, ne sont pas des phénomènes naturels, auxquels les sociétés et les particuliers devraient simplement s'adapter. Le PS s'engage en faveur d'une assurance générale qui offre une sécurité pour toutes et tous.

La répartition équilibrée du travail, avec pour devise la baisse du temps de travail, est d'une importance essentielle dans ce contexte.

Motion 37

Name MotionärlIn: Fabian Molina

Titel: Wirtschaftswachstum ist kein Selbstzweck

Forderung: Die Diskussion um Wirtschaftswachstum und seine systemische und ideologische Funktion im herrschenden Wirtschaftssystem muss differenzierter und kritischer geführt werden. Das Papier fokussiert einseitig auf die Reduktion fossiler Energieträger. Ansätze zur Steuerung und Reduktion der Nachfrage (Konsum) und neue Sozialziele fehlen gänzlich.

Begründung:

Ewiges Wachstum existiert nicht. Im heute herrschenden Wirtschaftssystem ist die Sozialdemokratie zur Finanzierung öffentlicher Leistungen auf Wachstum angewiesen. Die ökologischen, sozialen und wirtschaftlichen Folgen des Wachstums sind aber enorm negativ. Entsprechend muss die Diskussion um Alternativen zur neoklassischen Theorie zwingend Eingang ins Wirtschaftskonzept finden.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Le CD partage l'avis que la croissance économique n'est pas une finalité en soi. Ce point est explicitement évoqué au chapitre 3.3, s'appuyant sur le groupe de travail Ressources/croissance. La préoccupation du PS du canton de Zurich, qui souhaite désigner de manière critique les principaux facteurs de la croissance dans une économie capitaliste, tout comme souligner davantage la consommation et les aspects sociaux et écologiques, doit être prise en compte lors du remaniement ; toutefois, il n'y aura pas d'analyse détaillée, ni de présentation de théories alternatives, qui dépasseraient le cadre du concept.

Motion 38

Name MotionärlIn: JUSO (Luana Schena, Lewin Lempert, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn)

Titel: Keine demokratische Wirtschaft ohne Demokratie in den Betrieben!

Forderung: Die Mitbestimmung von Arbeitnehmer*innen in den Unternehmen und ihre Gewinnbeteiligung an diesen für uns ein zentrales Mittel zu mehr Demokratie in der Wirtschaft. Diese wird aber im vorliegenden Papier nicht thematisiert - auch nicht im Abschnitt 4.c indem es explizit um die Mitbestimmung geht.

Im Wirtschaftsdemokratie-Papier von 2016 wurden diese Punkte bereits berücksichtigt und gut ausgeführt (s. « Mehr Demokratie - Mitbestimmung und Beteiligung ausbauen »). Ausserdem werden in diesem Abschnitt des Papiers auch weitere wichtige Punkte aufgegriffen, die die Mitbestimmung von Konsument*innen und der Bürger*innen im Allgemeinen fördern.

Diese Aspekte sollen in der weiteren Arbeit stärker berücksichtigt werden.

Begründung:

Ohne die Unternehmen selbst der demokratischen Mitbestimmung der Angestellten zu unterstellen, kann auch die Gesamtwirtschaft nicht demokratisiert werden. Deshalb ist dieser Grundpfeiler der Wirtschaftsdemokratie unbedingt angemessen zu berücksichtigen. Auch die Mitsprache von Konsument*innen ist wichtig.

Nur so kann ein gutes, faires und auch nachhaltiges Angebot sowie faire Löhne und gute Arbeitsbedingungen gewährleistet und eine Wirtschaft für alle statt für wenige erreicht werden!

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : la demande pour plus de cogestion des travailleurs/euses dans l'entreprise est déjà mentionnée dans le papier de position (voir axe 13), est encore développée et également abordée au chapitre 4c (focus « cogestion »).

Motion 39

Name MotionärIn: Felix Birchler, SP St.Gallen

Titel: Zentrale Wirtschaftsbereiche dem Kapitalismus entziehen

Forderung: Zwar wird im vorliegenden Papier dargelegt, dass man sich Privatisierungen widersetzen möchte. Zusätzlich sollte jedoch eine klare Strategie aufgezeigt werden (inkl. Instrumente und Zwischenziele), wie zentrale wirtschaftliche und gesellschaftliche Bereiche (Gesundheit, Infrastruktur, Bildung, Handel mit Grundnahrungsmittel, etc.) dem Kapitalismus entzogen und einer gemeinwohlorientierten Steuerung unterstellt werden können.

Begründung:

Wir sind der festen Überzeugung, dass gewisse Bereiche des Zusammenlebens zu wichtig sind, um sie der Schimäre des freien Marktes zu überlassen. Ausserdem resultiert aus der kapitalistischen Konkurrenz in diesen Bereichen eine Bereicherung der besitzenden Klasse auf Kosten der Konsumenten und Arbeitnehmenden, die sich unsere Gesellschaft nicht mehr leisten kann. Deshalb müssen wir Mittel und Wege aufzeigen, wie diese Wirtschaftsbereiche in den Besitz und unter die Kontrolle von Staat, Genossenschaften oder anderen gemeinwohlorientierten Kollektiven überführt werden können.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Nous partageons la demande du motionnaire. Certains travaux qui vont dans ce sens (dans le domaine de la santé) et qui figurent déjà dans le plan d'action démocratie économique, présenté en octobre 2017 à l'Assemblée des délégué-es à Olten, sont déjà en cours. Le PS poursuit également ces objectifs via sa politique foncière et de logement. Les propositions et idées supplémentaires doivent être développées lors des travaux à suivre.

Motion 40

Nom du ou de la motionnaire : Délégués du Parti socialiste du canton de Fribourg

Titre : Réguler le rendement et la concentration du capital

Demande : Les grands risques connus inhérents au système capitaliste, même moderne, sont clairement présents et il faut mettre un accent beaucoup plus clair sur ces questions, peut-être un chapitre spécifique :

- la concentration du capital permet à ses détenteurs d'en concentrer encore plus. Il faut limiter la fortune maximale d'une personne morale et d'une personne physique.
- quand le capital rapporte davantage que le travail, cela augmente l'endettement de l'économie réelle et mène au crash. Il faut trouver des solutions pour taxer davantage les gains en capital que les revenus du travail.
- l'automatisation croissante impose une méthode de taxation ou de participation sociale aux gains de productivité.
- ce que nous appelons croissance est souvent, en tout cas partiellement, juste une répartition des richesses au détriment d'une autre partie de la planète qui est exploitée, pillée ou saccagée. Il faut bien définir ce terme !
- les banques devraient servir à une optimisation des stratégies d'investissement dans l'économie réelle et pas à réaliser elles-mêmes des bénéfices faramineux.
- quelques sociétés multinationales sont en train de créer des gigantesques monopoles qui échappent à tout contrôle politique et populaire.

La réponse doit être planétaire :

Il faut démocratiser l'économie : vive le PS mondial !

Il faut des syndicats à l'échelle internationale.

Les coûts écologiques de toute production et du transport doivent être facturés.

Exposé des motifs : On observe que les plus riches s'enrichissent toujours plus et, même s'il y a une réduction de la pauvreté extrême, la pauvreté relative augmente, car la participation aux richesses est inéquitable. À terme, le système va dans le mur.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Le sujet de la concentration des pouvoirs et des fortunes est d'une importance fondamentale et apparaît à plusieurs reprises dans le papier de position. Lors de l'élaboration des revendications concrètes, nous veillerons à formuler des réponses socialistes.

Motion 41

Nom du ou de la motionnaire : PS Ticino / Evaristo Roncelli

Titre : Misure concrete per favorire l'uguaglianza di fronte ai rischi

Demande : Il documento economia 4.0 dovrebbe approfondire l'aspetto dell'uguaglianza di fronte ai rischi. Il rischio è un componente intrinseco al sistema economico, pensiamo solo a decisioni quali comprare casa, aprire una start-up, o cambiare lavoro, richiedono alle persone una dose di rischio. Il documento dovrebbe affrontare il tema e gli strumenti per diminuire questo tipo di disuguaglianza.

Exposé des motifs :

La globalizzazione e il progresso tecnologico tendono ad aumentare le disuguaglianze e fra queste anche quelle relative alla capacità di affrontare i rischi. Spesso chi non ha un patrimonio (o ha un livello molto basso), si vede costretto a rinunciare a importanti opportunità poiché non può assumersi taluni rischi. Pensiamo ad esempio a due persone che a causa del cambiamento tecnologico si vedono costrette a cambiare lavoro, la prima con un patrimonio di 1'000'000 franchi e la seconda senza patrimonio. La persona benestante potrà scegliere piuttosto liberamente se riqualificarsi, aprire una piccola impresa, trasferirsi all'estero, ecc., poiché il patrimonio gli permetterà di affrontare questa decisione senza grosse preoccupazioni, la persona senza patrimonio dovrà invece affidarsi agli aiuti pubblici che se ci sono hanno tutta una serie di vincoli (durata, scopo, ...) per effettuare la sua scelta, questo anche se le sue capacità o competenze sono maggiori rispetto a quelle della persona ricca. Questo permette alle persone con un grande patrimonio di cogliere le migliori opportunità (ad esempio nell'ambito degli investimenti) e di incrementare la propria ricchezza più facilmente rispetto alle persone meno agiate, creando un circolo vizioso di disuguaglianza. Visto questi motivi è importante riflettere su strumenti che permettano di ridurre queste differenze.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : Le CD partage l'opinion du motionnaire : l'aspect de l'égalité des chances dans le contexte de la globalisation doit être davantage pris en compte.

Motion 42

Nom du ou de la motionnaire : Parti socialiste neuchâtelois

Titre : Répartition de l'activité économique entre les différentes régions

Demande : Intégrer dans le papier de position final une réflexion sur la répartition de l'activité économique entre les différentes régions qui composent la Suisse.

En particulier, traiter les points suivants :

- Concurrence fiscale entre les cantons ;
- Concentration des richesses et de l'emploi dans les plus grands pôles urbains ;
- Politique de développement pour les zones dites périphériques.

Exposé des motifs :

La PSS s'engage pour que l'économie soit au service de l'humain. En particulier, pour que les richesses produites soient mieux réparties. Le document de travail « Économie 4.0 » traite de manière approfondie de l'accroissement des inégalités entre les individus. Cependant, il n'évoque pas les différences en termes d'activité économique entre les différentes régions et cantons qui composent la Suisse. Le PSN est convaincu que cette perspective doit être intégrée aux réflexions du PS Suisse sur l'économie, afin de mettre en place des politiques et poser un cadre qui permettent à chaque région de se développer harmonieusement.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Les explications quant aux différences en Suisse sont contenues dans le paragraphe 2.2. Cet aspect sera également mis en lumière lors de l'élaboration des revendications concrètes.

Motion 43

Name Motionärlin: JUSO (Lewin Lempert, Luana Schena, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn)

Titel: Eigentumsfrage stellen!

Forderung: Im Kapitel 2.1.5 wird richtigerweise die Konzentration von Vermögen und Einkommen bei einigen wenigen Superreichen thematisiert. Doch anstatt politische Gründe dafür zu suchen, wird eine reine Zustandsanalyse durchgeführt. Klar ist: Der politische Grund der Kapitalakkumulation bei einigen wenigen liegt bei der systemisch bedingten Eigentumsordnung. Kapitalakkumulation ist ein Teil des kapitalistischen Systems, welcher diesem inhärent innewohnt. Genau darum fordert die SP eigentlich die Überwindung des Kapitalismus – diese Forderung wird jedoch beim vorliegenden Papier und spezifisch im Kapitel 2.1.5. ausser Acht gelassen. Die Eigentumsfrage und die damit verknüpfte Systemfrage muss bei der weiteren Ausarbeitung des Papiers in Betracht gezogen werden.

Begründung:

Eigentumsfragen betreffen den Kern jeder Gesellschaftsordnung. Klar ist, dass individuelles Eigentum bspw. an Konsumgütern für den Alltagsgebrauch eine wesentliche Voraussetzung eines selbstbestimmten Lebens darstellt. Anders sieht es beim Privateigentum an den Produktionsmitteln aus, beim Privateigentum an Boden und natürlichen Ressourcen, an Unternehmen und technischen Infrastrukturen, in denen und mit denen wir alle gemeinsam den gesellschaftlichen Reichtum und die materielle Basis unserer Freiheiten erarbeiten. Privateigentum steht in diesem Fall vor allem – und mit wachsender sozialer Ungleichheit vermehrt – für die Interessen des Kapitals.

Soll eine demokratische, ökologische und solidarische Wirtschaft zum Durchbruch gelangen, müssen wir damit beginnen, differenzierter über das Verhältnis von (Privat-)Eigentum und Gemeinwohl nachzudenken. Leitschnur dieser Neukonzeption muss das demokratische Grundprinzip sein, wonach Betroffene einbezogen werden und mitentscheiden können. Eigentum demokratisch zu denken bedeutet, das Privateigentum an den Produktionsmitteln zugunsten einer demokratischen und gemeinwohlorientierten Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung zu transformieren.

Genau diese Analyse fehlt im vorliegenden Papier – darum bleiben auch die Gründe für die zunehmende Kapitalakkumulation im Verborgenen. Das Ziel eines neuen Wirtschaftskonzeptes der SP muss aber sein, auf grundlegende Fragen Antworten geben zu können und vor allem das „Warum?“ beantworten zu können.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le PS avait affirmé (à nouveau), au travers du papier de position démocratie économique validé fin 2016, chercher une voie vers une transformation de la société qui dépasse le capitalisme. Le concept économique doit dorénavant permettre de mettre en lumière des mesures de politique économique très concrètes, à court et moyen terme. Voilà pourquoi la question du système n'apparaît pas au premier plan. La question de la propriété (privée) n'est pas explicitement nommée dans le papier de position, mais le plaidoyer en faveur d'un service public fort, des entreprises démocratiques et une politique économique axée sur le bien commun, les aspects centraux qui y sont liés sont clairement évoqués.

Motion 44

Name MotionärlIn: Yvonne Beutler (Reformorientierte Plattform)

Titel: Soziale Marktwirtschaft ins Zentrum stellen

Forderung: Das Wirtschaftskonzept soll die soziale Marktwirtschaft zum Ausgangspunkt nehmen, ihre Stärken aus Sicht der SP analysieren und die Rahmenbedingungen nennen, damit sie funktionsfähig bleibt und sozialer wird.

Begründung:

Wir leben in einer Marktwirtschaft. Das Ziel einer SP-Wirtschaftspolitik sollte sein, Rahmenbedingungen zu setzen, damit die Marktwirtschaft Wohlstand für alle schafft und sozialer wird. Die Rolle der verschiedenen wirtschaftlichen Akteure ist nüchtern zu analysieren, und es ist dazustellen, unter welchen Voraussetzungen sie die besten Ergebnisse für die gesamte Gesellschaft hervorzubringen mögen.

Die SP geht von einem freien Menschen aus, der er auch im wirtschaftlichen Bereich sein soll. Im Wirtschaftsbereich sollen sich die Regeln und staatlichen Eingriffe darauf konzentrieren, damit der Wettbewerb spielen und die gemeinsame Werte gesichert werden können (Menschenrechte, soziale Sicherheit, Schutz der Umwelt, etc.). Das Wirtschaftskonzept soll nicht das Ziel verfolgen, wirtschaftliche Aktivitäten zu dirigieren oder zu verbieten, sondern die Menschen in ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit darin zu unterstützen, sich frei bewegen und entfalten zu können (z.B. durch Bildung, wirtschaftliche Tätigkeiten). Deshalb soll Wirtschaftspolitik nicht in erster Linie „gestalten“ (wie bei Punkt 4.a einleitend festgehalten), sondern Rahmenbedingungen schaffen, in denen die Menschen die Wirtschaft gestalten können.

Insgesamt kommt der Wille, aktiv positive Rahmenbedingungen für eine soziale Marktwirtschaft zu gestalten, nicht zum Tragen.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Il ne s'agit pas de poser des conditions-cadres pour permettre une concurrence du marché optimale. Au contraire, le PS veut agir sur les forces du marché économique, afin de rendre l'économie plus écologique, plus sociale et plus juste. Comme il a déjà été clarifié lors des discussions et décisions dans le cadre du papier démocratie économique au Congrès en 2016 à Thounne, la démocratisation de l'économie est pour le PS la voie qui permettra de créer une économie au service des êtres humains et de leur bien-être, plutôt qu'à celui des intérêts du profit du capital. La notion de liberté est essentielle pour le PS, comme présenté au chapitre 1. Elle ne doit cependant pas être limitée à la liberté et au choix de consommation.

Motion 45

Name MotionärlIn: Michael Peterer

Titel: Zugang zum freien Markt erhalten

Forderung: Der ungestörte Zugang zum freien Markt muss für alle Wettbewerbsteilnehmer erhalten bleiben. Es sind im Wirtschaftskonzept der SP politische Stoßrichtungen und Maßnahmen zum Schutz des freien Wettbewerbs und zur Gestaltung einer griffigeren Kartellgesetzgebung vorzusehen.

Begründung: Der ungestörte Marktzugang von unabhängigen, kleineren und größeren Anbietern wird sowohl in traditionellen, und vor allem, in virtuellen Handelskanälen zunehmend durch Große, globale Akteure beeinflusst. Oligopole und Große Konglomerate, verbunden mit einer ineffizienten Kartellgesetzgebung, erlauben es globalen, marktbeherrschenden Elementen den Markt zu ihren Gunsten zu beeinflussen, die Innovation zu hemmen, neuen Anbietern den Markteintritt zu erschweren und kleinere Anbieter aus dem Markt zu drängen.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Là où la concurrence a du sens, il faut une législation de cartels plus efficace. En même temps, le soi-disant marché libre ne garantit, de loin pas dans tous les domaines de l'économie, la liberté pour tout le monde (voir chapitre 1). C'est justement lorsqu'il s'agit des besoins vitaux des personnes et de la société qu'il ne suffit pas juste de plus de concurrence, mais des entreprises de service public et des conditions-cadres démocratiques, transparentes et non orientées vers le profit, qui placent la durabilité avant la liberté de marché (voir aussi motion 39).

Motion 46

Nome del mozionante: Nenad Stojanović (a nome del PS, sezione ticinese del PSS)

Titolo: Dumping salariale e regioni di frontiera

Richiesta: Nel documento "Economia 4.0" va elaborato un sottocapitolo in cui si tematizza – con dovuta attenzione e un'analisi basata sui fatti – il problema di dumping salariale, che si riscontra soprattutto (ma non solo) nelle regioni di frontiera. Vanno pure elaborate ed evidenziate le proposte del PSS con cui si intende combattere questo fenomeno.

Motivazione:

Nel documento "Economia 4.0" – disponibile purtroppo solo in tedesco e in francese – il fenomeno di dumping salariale (*Lohndumping/dumping salariale*) è pressoché ignorato. È menzionato solo una volta, nel contesto di un sottocapitolo dedicato alla migrazione (§2.2.3). Anche i problemi specifici relativi all'economia e al mercato del lavoro nelle regioni di frontiera sono completamente trascurati. (Il termine "regione di frontiera" non è mai menzionato nel documento, mentre la "regione periferica" vi figura solo una volta, nel capitolo 15, in relazione al servizio pubblico e non al mercato del lavoro.)

Si ricorda che tre anni fa il Congresso del PSS, tenutosi a Martigny il 19.2.2015, ha accolto la risoluzione del PS, sezione ticinese del PSS, intitolata "Misure urgenti a sostegno dei lavoratori e delle lavoratrici nelle regioni di frontiera – Per rinforzare la coesione nazionale e sociale" (vedi <http://www.ps-ticino.ch/il-pss-accoglie-le-proposte-dei-ticinesi/>). A nostro avviso il documento "Economia 4.0" deve tenere conto di queste e altre decisioni importanti che riguardano l'economia e che la base del partito ha adottato negli scorsi anni.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Remarque : La demande du motionnaire est intégrée dans l'axe 14. Il convient cependant de le préciser lors de l'élaboration future.

Motion 47

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Abbaupolitik

Forderung: Einbezug der Abbaupolitik der bürgerlichen Parteien in der Schweiz.

Begründung:

Der Kahlschlag, der die staatlichen Institutionen durchzieht, mit der Manier eines Hiebes mit einem schottischen Zweihänder, bei dem kein Stein auf dem anderen bleibt, wird mit keinem Wort erwähnt. Insbesondere müssen die Folgen für die Wirtschaft erwähnt werden, die durch den Abbau entstehen. Eine schlechte Schulbildung in der Primarstufe führt zu schlechter ausgebildeten Schüler*Innen in der Sekundarstufe und erst recht im tertiären Bildungsbereich. Wenn der Staat weniger in die Infrastruktur investiert, wirkt sich dies negativ auf die Wirtschaft aus.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 48

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Überdenken des Patentwesens

Forderung: Erarbeiten eines Papiers zum Thema Patentwesen.

Begründung:

Heutzutage werden Patente hauptsächlich von Grossunternehmen benutzt, um kleinere Firmen aus dem Markt zu drängen. Kleine Firmen können sich das Verteidigen der Patente vor Gericht nicht leisten und müssen aufgrund der horrenden Kosten aufgeben oder sie sind gezwungen einen schlechten Deal mit dem Mitbewerber abzuschliessen.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : La demande du motionnaire sera intégrée à l'élaboration future. Une revendication appropriée peut être intégrée sous le focus « des règles justes ». L'élaboration d'un nouveau papier ne représente cependant pas un élément de la discussion actuelle.

MOTIONS SUR LA STRUCTURE, LA FORME ET LA PRÉSENTATION

Motion 49

Name MotionärlIn: Kristina Schüpbach (SP Kanton Bern), Lewin Lempert, Brice Touilloux, Luana Schena, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn

Titel: Ereignisse präzise beschreiben

Forderung: Die Beschreibung der wirtschaftlichen Entwicklungen der letzten 10 Jahren ist verständlich, korrekt und präzise.

Begründung:

In der Einleitung steht, dass das Wirtschaftspapier verständlich geschrieben sein soll. Dieser Anspruch ist zu begrüßen und das Papier wird ihm zumeist auch gerecht. Verständlichkeit darf aber nicht zu Abstrichen bei der Präzision führen. In der Beschreibung der wirtschaftlichen Entwicklungen haben sich leider ausgerechnet bei zwei sehr wichtigen Ereignissen Ungenauigkeiten bzw. Fehler eingeschlichen:

1) Auslöser der Finanzkrise (S. 7)

Steigende Ölpreise waren, wenn überhaupt, dann nur ein vergleichsweise unwichtiger Faktor für das Platzen der Immobilienblase in den USA und die darauffolgende Finanzkrise. Keinesfalls spielten sie eine derart grosse Rolle, wie dies im Text suggeriert wird. Wichtig sind Deregulierungen auf dem Finanzmarkt, viel zu tiefe Eigenkapitalvorschriften und die aggressive Praxis der Hypothekenvergabe. Ein wichtiger Grund war auch die grosse Einkommensungleichheit, die einerseits zu einer höheren Verschuldung bei den ärmeren Haushalten und andererseits zu einer höheren Sparquote bei den reichen Haushalten geführt hat. Daraus entstanden riesige Geldmengen bei den Reichen, die nicht für den Konsum, sondern für Spekulation verwendet wurden.

2) Einführung der Negativzinsen (S. 12)

Die Schweizer Nationalbank kündigte am 18. Dezember 2014 an, dass sie Negativzinsen einführe, also rund 6 Jahre nach Ausbruch der Finanzkrise und nicht im ersten Jahr danach, wie dies im Text suggeriert wird. Im gleichen Abschnitt steht sinngemäss, dass sowohl der starke Franken als auch die Negativzinsen schlecht für die Schweizer Wirtschaft gewesen seien. Welche „Wirtschaft“ ist hier gemeint? Sicher, die Finanzbranche hat keine Freude an den Negativzinsen, die Industrie wiederum hätte ohne tiefe Zinsen (also auch Negativzinsen) noch stärker unter der Frankenaufwertung gelitten. Die Negativzinsen pauschal als Schock für die Wirtschaft zu bezeichnen ist irreführend. Im Gegenteil ist zu vermuten, dass wenn die Negativzinsen früher eingeführt worden wären, der Druck auf den

Franken geringer gewesen wäre und der Mindestkurs möglicherweise nicht hätte aufgehoben werden müssen.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Lors de l'élaboration de l'analyse, l'on tiendra compte des propositions des motionnaires.

Motion 50

Name MotionärlIn: Susanne Leutenegger Oberholzer

Titel: Wirtschaft 4.0. Analyse erstellen und Ziele klären

Forderung: Im Konzept Wirtschaft 4.0 ist eine saubere Analyse der beiden vorangegangenen Wirtschaftskonzepte wie auch der realen wirtschaftlichen Entwicklung bis 2018 vorzunehmen. Ebenso sind die Ziele zu formulieren, denen das Konzept zu genügen hat wie auch der gesellschaftspolitische Kontext. Daraus abzuleiten sind die Massnahmen. Festzuhalten ist auch, auf wen die SP die Wirtschaftspolitik fokussiert, welche Zielgruppen die SP erreichen will.

Begründung:

Die Wirtschaftspolitik war für die SP immer zentral. Das hatte sich in der jüngeren Geschichte in der Erarbeitung von zwei Wirtschaftskonzepten niedergeschlagen. Ein Wirtschaftskonzept, das den Anschein erweckt, die Partei habe die Wirtschaftspolitik eben erst entdeckt, macht sich lächerlich und kann nicht ernst genommen werden. Ohne Geschichte keine Zukunft gilt auch hier. Sinnvollerweise umfasst das neue Wirtschaftskonzept auch eine knappe, konsistente Analyse der konkreten Wirtschaftsentwicklung, gemessen an den damaligen Vorgaben.

Ein Wirtschaftskonzept muss auch Ziele formulieren. Dazu gehören auch ordnungspolitische Vorstellungen. Um diese Fragen darf sich die Partei nicht herumdrücken. Die Repetition der Ziele in der Bundesverfassung kann dem Anspruch einer sozialdemokratischen Partei wohl kaum genügen.

Motion 51

Name MotionärIn: JUSO (Ronja Jansen , Luana Schena, Lewin Lempert, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Dario Engeloch, Nadia Kuhn)

Titel: Eine umfassende Vision braucht eine umfassende Analyse!

Forderung: Das Wirtschaftspapier stützt seine Forderungen auf eine Analyse der wirtschaftlichen Lage der letzten 10 Jahre. Die heutige wirtschaftliche Situation darf aber nicht nur auf die Folgen der Wirtschaftskrise 2008 herunter gebrochen werden.

Die Ausbeutung von Arbeitenden, die Akkumulation des Kapitals in den Händen weniger und die Zerstörung der Umwelt sind nicht bloss Phänomene der letzten 10 Jahre, sondern Phänomene des Kapitalismus an sich. Unsere Vision für eine Wirtschaft für alle statt für wenige muss mehr wollen als eine Rückkehr zur Lage unmittelbar vor der Wirtschaftskrise. Denn die Krise 2008 ist nicht Ursprung des Übels, sondern Folge des kapitalistischen Wirtschaftssystems.

Unsere Analyse der aktuellen wirtschaftlichen Situation muss mehr bieten als eine Erklärung der Krise 2008, sondern die Grundlagen bieten, um fundamentale und langfristige Missstände in unserem Wirtschaftssystem zu benennen und anzugehen. Wir brauchen eine weitsichtige Analyse der wirtschaftlichen Situation, die nicht nur Probleme aufgreift, die sich in den letzten Jahren manifestiert haben. Eine Analyse der sozialen Ungleichheit, der Verteilung von Care Arbeit und der Finanzialisierung müssen zwingend dazu gehören.

Begründung: Für die SP muss klar sein: unser Ziel ist nicht eine Rückkehr zur wirtschaftlichen Lage unmittelbar vor der Wirtschaftskrise, sondern eine grundlegende Veränderung der Wirtschaft. Im bisherigen Papier wird dies zu wenig deutlich und Herausforderungen, die schon vor der Krise 2008 bestanden, scheinen banalisiert. Um die Wirtschaft zu verändern, brauchen wir ein umfassendes Verständnis ihrer Funktionsweise.

Proposition du Comité directeur aux motions 50 et 51 : acceptation modifiée

Motif : Lors de la révision de la partie analyse, il faudra veiller à lier davantage, et avec plus de cohérence, la présentation du développement économique concret depuis l'adoption du dernier concept économique (2006) avec le développement à long terme et la critique plus fondamentale du PS du système économique capitaliste.

Il faut pourtant relever que le concept actuel présente une exigence moins globale que les concepts élaborés dans le passé, et que la description d'une « vision globale » n'est pas considérée comme un objectif de ce papier. La compréhension et la priorisation sont plus importantes que l'exhaustivité. Des décisions importantes ont déjà été prises par le PS (voir programme du parti, papiers de position, politique internet, papiers de fonds, équité fiscale, démocratie économique). Lorsque cela a du sens, nous indiquerons le lien vers ces documents dans le texte Économie 4.0.

Motion 52

Name MotionärlIn: Kristina Schüpbach (SP Kanton Bern), Lewin Lempert, Brice Touilloux, Luana Schena, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn

Titel: Ursachen, Zusammenhänge und Akteur*innen klar benennen

Forderung: Die Kapitel 2 und 3 werden so überarbeitet, dass sie die Entwicklungen der letzten Jahre nicht nur aufzählen, sondern die zugrundeliegenden Ursachen, politischen Entscheide und Zusammenhänge erklären. Die relevanten Akteur*innen werden wo immer möglich klar benannt.

Begründung:

Das Kapitel 2 (In den letzten zehn Jahren) besteht zu weiten Teilen aus einer Aufzählung von Ereignissen und gesellschaftlichen Entwicklungen. Eine Analyse im engeren Sinn leistet der Text aber nicht, denn er bleibt zu oft oberflächlich und kann die Ursachen und Zusammenhänge von Phänomenen wie die Machtkonzentration bei multinationalen Konzernen oder die steigende Ungleichheit nicht erklären. Wenn wir die Wirtschaft zugunsten der Menschen verändern wollen, dann brauchen wir auch ein tiefergehendes Verständnis der relevanten Mechanismen. In den Arbeitsgruppen wurde dazu einiges erarbeitet, für die Überarbeitung der Analyse soll auf diese Vorarbeit aufgebaut werden.

Gleichzeitig fehlt es oft an einer klaren Benennung der verantwortlichen Akteur*innen hinter wirtschaftlichen Entwicklungen, es wirkt als wäre das alles einfach so passiert.

Ein paar Beispiele:

- „Viele Länder wurden danach [nach den Bankenrettungen] gezwungen, ihre Ausgaben zu senken.“ oder „die öffentlichen Leistungen haben sich verschlechtert.“ (S. 8)
Die Länder mussten nicht einfach so die Ausgaben senken. Die Austeritätspolitik ist kein Sachzwang, sondern bewusste Politik bürgerlicher Parteien und Folge der neoliberalen Ideologie.
- „Die Digitalisierung verschlechtert die Arbeitsbedingungen vieler von uns.“ (S. 16)
Die Digitalisierung verschlechtert gar nichts, es sind die Unternehmen, welche diese als Gelegenheit nutzen, ihnen lästige Arbeitsrechte zu umgehen oder abzuschaffen.
- „Weltweit wird versucht Wirtschaftszweige, die stark demokratisch kontrolliert waren, dem globalen Wettbewerb zuzuführen.“ (S. 18)

Indem wir Akteur*innen und Ursachen benennen, machen wir auch sichtbar, dass „die Wirtschaft“ das Produkt von Interessen, Ideologie und bewussten Handlungen ist. Wir müssen erklären, wie stagnierende Löhne oder prekäre Jobs die Folge von bewussten Entscheidungen sind. Nur so werden diese Phänomene auch als etwas verstanden, das nicht so sein muss, etwas das verändert werden kann.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif : Lors de la révision de la partie analyse, il faudra veiller à interpréter et à relier les différents développements sous l'œil du socialisme. Il faudra, dans la mesure du possible, nommer les causes, resp, les « acteurs/trices ».

Motion 53

Name MotionärlIn: Michael Peterer

Titel: Wirtschaftskonzept ohne Hinweis auf 10 Jahre Geltungsdauer, „Erscheinungsform“ verschiedenartig und adressatengerecht

Forderung :

Das Wirtschaftskonzept soll kein 10-Jahres Konzept mehr sein. Es soll mittels rollender Planung gemäß der wirtschaftlichen Entwicklung laufend aktualisiert und angepasst werden. Damit soll sichergestellt werden, dass das Wirtschaftskonzept nicht zu einem Papier-tiger verkommt, sondern lebt und ständig angepasst wird.

Weiter soll das Wirtschaftskonzept gemäß den anzusprechenden Zielgruppen, verschiedenartig (in Umfang und Erscheinung) konzipiert sein. Dies soll u.a. auch eine App-Version, einen Clip (z.B. <https://www.youtube.com/user/explainity>) und einer interaktive Homepage beinhalten.

Begründung:

Nicht nur der Inhalt ist Entscheiden für das Wirtschaftskonzept, sondern auch die Art und Weise wie damit kommuniziert wird und welche Zielgruppen angesprochen werden sollen. Dabei ist zu beachten, dass das Wirtschaftskonzept unbedingt auch für Kreise außerhalb der SP ausgerichtet sein muss.

Gelingt es der SP durch neuartige Präsentationsarten einen Großen Kreis von Menschen anzusprechen und zu interessieren, ist der Image-Gewinn und die Aufmerksamkeit für das SP-Wirtschaftskonzept sich.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le concept pour 10 ans correspond au mandat du CD. Les objectifs ne doivent plus être modifiés en cours de procédure. Le travail d'information doit encore être élaboré tout en tenant compte des possibilités liées à l'agenda.

La proposition (App-Version, Clip, etc.) est souhaitable, elle dépasse cependant à l'heure actuelle les capacités du parti à réaliser toutes les demandes.

Les papiers de position du PS sont actualisés à des intervalles réguliers, particulièrement en cas de nécessité. L'économie politique est essentielle pour le PS. Elle ne doit cependant pas être prioritaire par rapport à d'autres domaines politiques.

Motion 54

Name MotionärlIn: Heinz Looser, SP Zürich1+2

Titel: Partizipativen Prozess ausbauen und vertiefen

Forderung: Den sehr gut gestarteten Prozess der Partizipation weiterentwickeln via:

1. klar definiertes generelles Vorgehen, welches jeweils mittels Einbezug der Beteiligten und transparent geändert wird.
2. Zeitplan, der auf die Komplexität eines partizipativen Prozesses Rücksicht nimmt. Insbesondere wird genügend Zeit für Feedbackschlaufen eingeplant .
3. Verwendung von Instrumenten der virtuellen Zusammenarbeit um die Formen der Partizipation zu erweitern. Die Teilnahme am Prozess darf nicht völlig von der Möglichkeit zur Teilnahme an einer Sitzung abhängen.
4. Formen entwickeln, wie die inhaltlichen Anregungen der beteiligten Fachleute in die Entscheidungsgremien einfließen können (beispielsweise via eine Möglichkeit der Leiter und Leiterinnen von Arbeitsgruppen, die Überlegungen ihrer AG in Entscheidungsgremien zu erläutern)

Begründung:

Für die SP als demokratische Partei ist Partizipation ein Grundstein ihrer Funktionsweise und ihres Aufbaus, und sie motiviert unsere Mitglieder zur Mitgliedschaft in der Partei.

Gleichzeitig ist Partizipation aber ein sehr anspruchsvoller Prozess, der ausprobiert, reflektiert und weiterentwickelt werden muss. Mit dem Wirtschaftskonzept konnten hier wertvolle Erfahrungen gesammelt werden, die nun in die Verbesserungen des Prozesses einfließen können. Mit entsprechenden Methoden, Instrumenten und Planungsläufen können auch viele Personen in Gestaltungsprozesse einbezogen werden. Dies erfordert jedoch Lernschlaufen, aus denen jeweils wieder Konsequenzen gezogen werden.

Proposition du Comité directeur : acceptation modifiée

Motif :

Au point 1 et 4 :

La procédure à venir devra être décrite, selon la demande du motionnaire, plus précisément et mieux communiquée.

Au point 2 :

On ne renoncera pas à l'objectif de mener le débat décisif en décembre 2018 au Congrès.

Les résultats les plus importants du processus doivent être pris en compte lors de la campagne 2019 pour les élections fédérales.

Au point3 :

Le PS examine généralement la possibilité d'une participation virtuelle. Toutes les offres reçues à ce jour se sont avérées trop onéreuses ou inadaptées à nos besoins. Aucune solution n'est envisagée pour le processus en cours.

Motion 55

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Grammatikalische und gendertechnische Korrektur

Forderung: Es gibt grammatikalische Fehler im Dokument und die Genderbenennung ist im Text nicht konsequent angewandt worden.

Begründung:

Da es sich bei dem Papier um einen Entwurf handelt, gehen wir davon aus, dass dies korrigiert wird.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 56

Name MotionärlIn: Kristina Schüpbach (SP Kanton Bern), Lewin Lempert, Brice Touilloux, Luana Schena, Julia Baumgartner, Daria Vogrin, Timothy Oesch, Ronja Jansen, Dario Engeloeh, Nadia Kuhn

Titel: Sprache anpassen

Forderung:

Der Begriff „Arbeitsleistende“ wird durch Arbeitende ersetzt.

Das gesamte Papier wird auf geschlechtergerechte Sprache überarbeitet.

Begründung:

Die Begriffsschöpfung „Arbeitsleistende“ ist unnötig. „Arbeitende“ ist ebenso geschlechtsneutral, und bezeichnet genauso Personen, die arbeiten.

Das Papier ist teilweise im generischen Maskulinum geschrieben, insbesondere die Ökonomen und Spekulanten sind durchgehend männlich.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 57

Name MotionärlIn: SP Basel-Stadt

Titel: Klarere Formulierung, weniger Interpretationsspielraum

Forderung: Folgende Sätze sollen nochmals überdacht und allenfalls angepasst werden:

Satz 1: Kapitel 2.1.1 Folgeschwere Finanzkrise, Zeile 7:

„Dann, 2007, explodierten die Ölpreise. Die Leute brauchten plötzlich doppelt so viel Geld zum Heizen und für den Arbeitsweg. Ihnen blieb kein Geld mehr, um ihre Schulden und Hypotheken zu bezahlen“

Begründung: Sehr stark vereinfachte Analyse. „Die Leute“ (Schuldnehmende) konnten die Hypothekarzinsen nicht nur wegen Heizkosten und dem Arbeitsweg nicht mehr bezahlen.

Satz 2: Kapitel 3.1.2 Risiken: Zeile 6:

„Zwar sind Pflegeberufe weniger durch Maschinen zu ersetzen, aber viele andere mehrheitlich von Frauen ausgeübte Arbeiten im Detailhandel oder Backoffice werden automatisiert.“

Begründung: Selbst wenn hier noch mehrheitlich steht, empfinden wir es als zu stark kategorisiert, dass Frauen „nur“ in Pflegeberufen, Detailhandel und Backoffices arbeiten.

Satz 3: Kapitel 3.2 Globalisierung – von Gütern und Gerechtigkeit, Zeile 1:

„Von Globalisierung spricht man, wenn Waren, Dienstleistungen und Geld vermehrt über Landesgrenzen ausgetauscht werden und Arbeitskräfte samt ihren kulturellen Gewohnheiten in fremde Länder ziehen.“

Begründung: Was soll mit kulturellen Gewohnheiten gesagt werden? Diese Anmerkung ist negativ konnotiert.

Satz 4: Kapitel 3.2 Globalisierung – von Gütern und Gerechtigkeit, Zeile 14:

„Wenn die Waren dort hergestellt werden, wo sie am günstigsten produziert werden können, profitieren im Prinzip alle.“

Begründung: Klarer ausdrücken, dass eben nur gemäss starren ökonomischen Modellen alle profitieren. Es profitieren in Wahrheit jedoch nur Wenige.

Satz 5: Kapitel 3.2.1 Chancen, Zeile 14

„Zu den Gewinnern gehören aber auch die globalen Konzerne und Geldgeber (Kapital). Sie können ihre Gewinne durch Verlagerung steigern. Davon profitieren auch wir Erwerbstätigen. Denn unsere Pensionskassengelder sind zu einem grossen Teil bei globalen Konzernen angelegt.“

Begründung: Diese Schlussfolgerung könnte aus dem Parteibuch der FDP stammen.

Satz 6: Kapitel 3.2.2 Risiken, Zeile 6

„Immer wieder werden gerade in armen Ländern Menschenrechte verletzt und menschenunwürdige Produktionsstätten betrieben. Wiederum sind Frauen in besonderem Ausmass betroffen.“

Begründung: Was sind „arme“ Länder? Diese Klassifizierung beschreibt eine klare Linie zwischen armen und reichen Ländern. Diese existiert unserer Meinung nach nicht. Weiter werden nicht nur in armen Ländern Menschenrechte verletzt.

Satz 7: Kapitel 3.3.1 Chancen, Zeile 11

„Wird diese Aufwärtsspirale durchbrochen, besteht die Gefahr, dass sie in eine Abwärtsspirale mündet, dass die Nachfrage sinkt, und Jobs verloren gehen.“

Begründung: Diese Schlussfolgerung könnte aus dem Parteibuch der FDP stammen.

Satz 8: Kapitel 3.3.1 Chancen, Zeile 11

„Wir leben in unruhigen Zeiten. Was früher gegeben schien, löst sich auf, wird unkontrollierbar. Selbst Unverrückbares, wie etwa das Klima oder das Wirtschaftswachstum, geraten in Gefahr.“

Begründung: Das Klima und das Wirtschaftswachstum waren noch nie unverrückbar.

Begründung:

Im Wirtschaftspapier 4.0 gibt es einige Formulierungen, welche erheblichen Interpretationsspielraum offen lassen. Diese Formulierungen sollen nochmals überdacht resp. allenfalls angepasst werden umso falsche Schlussfolgerungen zu vermeiden.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 58

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Position des Abschnitts 3.3.3

Forderung: Dieser Abschnitt sollte am Anfang des Papiers stehen.

Begründung: Dieser Abschnitt beschreibt in einem kurzen Text die wichtigsten Punkte, die zu Beginn des Papiers erwähnt werden sollten.

Proposition du Comité directeur : rejet

Motif : Le chapitre 3 est construit de telle sorte que, lors de tous les sujets à discussion (numérisation, globalisation, climat/croissance), nous effectuons une présentation des chances et des risques pour, ensuite, dans un chapitre suivant (paragraphe 3.1.3, 3.2.3, 3.3.3) en tirer les conséquences du point de vue socialiste. Une modification de la position du chapitre 3.3.3 annulerait cette consistance.

Motion 59

Name MotionärlIn: SP Kanton Aargau

Titel: Inhaltsverzeichnis

Forderung: Ein Inhaltsverzeichnis hinzufügen.

Begründung: Ein Inhaltsverzeichnis würde das Dokument übersichtlicher machen.

Proposition du Comité directeur : acceptation

Motion 60

Name MotionärlIn: Präsidium SPS

Forderung: Neuer Titel: „Wirtschaft für alle“. Untertitel:
„Vorschläge für eine zukunftsfähige Wirtschaftspolitik“

Begründung: An der Tagung vom 3.2.2018 wurde von mehreren Teilnehmer*innen darauf hingewiesen, dass der Begriff „Wirtschaft 4.0“ zu wenig verständlich ist. Der neue Vorschlag „Wirtschaft für alle“ nimmt den Parteislogan einerseits und unser integratives Verständnis von Wirtschaft andererseits auf.

Proposition du Comité directeur : acceptation